

Fribourg, le 16 mars 2017

RAPPORT
de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat
au Grand Conseil relatif aux comptes 2016

Nous vous soumettons ci-joint les comptes de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg pour l'exercice 2016.

Nous vous prions de prendre acte du rapport de gestion et des comptes qui vous sont présentés.

Table des matières

1. Rapport de gestion	p. 3
2. Bilan & Comptes d'exploitation	p. 7
3. Annexe aux comptes annuels	p. 11
4. Bilan technique	p. 39
5. Rapport de l'organe de contrôle	p. 42

BERICHT
der Pensionskasse des Staatspersonals
an den Grossen Rat zur Jahresrechnung 2016

Wir unterbreiten Ihnen die Jahresrechnung der Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg für das Jahr 2016.

Wir bitten Sie, vom Verwaltungsbericht und von der Jahresrechnung Kenntnis zu nehmen.

Inhaltsverzeichnis

1. Verwaltungsbericht	S. 46
2. Bilanz und Betriebsrechnung	S. 50
3. Anhang zur Jahresrechnung	S. 54
4. Bilan technique (Technische Bilanz, nur auf Französisch)	S. 39
5. Rapport de l'organe de contrôle (Kontrollstellenbericht, nur auf Französisch)	S. 42

Fribourg, le 16 mars 2017

Rapport de gestion 2016

La Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg (ci-après : la Caisse) a pour but d'assurer des prestations en cas de retraite, d'invalidité et de décès dans le cadre de la prévoyance professionnelle. Elle est dotée à ce titre de la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (ci-après : la LCP) entrée en vigueur en 2012. L'acceptation par le Grand Conseil en novembre 2014 du nouveau plan de financement s'est traduite, à partir du 1er janvier 2017 par une augmentation des cotisations de 9.5% à 10.66% pour les personnes assurées, et de 13.00% à 15.24% pour les employeurs. Non seulement l'Etat de Fribourg est concerné par cette modification, mais aussi les quelque cinquante institutions externes affiliées à la Caisse.

Membres du Comité et personnes travaillant pour la Caisse

Le Comité est l'organe dirigeant. Il exerce la surveillance et le contrôle sur la gestion et représente la Caisse à l'extérieur. Il est composé paritairement par des représentants des assurés et des employeurs.

Durant l'année 2016, le Comité a continué à renforcer ses compétences en matière de gestion de fortune par l'appui de deux spécialistes externes des marchés financiers qui secondent la commission de placement.

L'année 2016 aura permis à la Caisse de renforcer sa diligence en matière de placement. En effet, la Caisse s'est étoffée d'un collaborateur actif dans le suivi et la surveillance des placements opérés par la Caisse. Son travail consiste d'une part à effectuer un contrôle interne et externe sur les investissements et gérants de la Caisse, et, d'autre part, à présenter des projets d'investissement à la Commission de placement et au Comité.

Placement de la fortune

La fortune de la Caisse est placée conformément aux dispositions de la LPP et de l'OPP2 de manière à assurer la sécurité, la rentabilité, la répartition appropriée des risques et des liquidités suffisantes.

> Placements mobiliers

En 2016, la Caisse a réalisé une performance de 2.39 %. L'année fut volatile et pleine de rebondissements. Les marchés actions furent en net recul durant les six premières semaines en raison des craintes sur la conjoncture aux USA et la solidité de l'économie chinoise. Ce mouvement baissier s'est inversé mi-février grâce à des indicateurs conjoncturels positifs relatifs aux pays industrialisés et émergents ainsi que des mesures de soutien annoncées en Chine. Le mouvement des actions s'est poursuivi avec hausses et baisses jusqu'au vote britannique sur la sortie de l'Union Européenne, dont l'issue favorable a surpris les marchés financiers. Alors que la devise britannique a logiquement plongé, les actions anglaises surtout et européennes dans une moindre mesure, en baisse durant les jours qui suivirent le

vote, ont récupéré le terrain perdu en quelques semaines. Une seconde surprise majeure fut l'issue de l'élection présidentielle aux USA, accueillie contre toute attente très positivement par les marchés des actions et la devise USD, en hausse sur les deux derniers mois de l'année. En raison de meilleures perspectives économiques dans les pays industrialisés, les principaux taux d'intérêts à long terme ont entamé un mouvement haussier, avec en contrepartie une baisse des cours obligataires gouvernementaux.

L'indice SPI des actions suisses n'a pas suivi le mouvement haussier général et même terminé l'année en baisse. La BNS ayant poursuivi sa politique monétaire entamée en 2015, les taux d'intérêt à court terme sont restés négatifs. Hormis les très longues échéances, les taux d'intérêt du marché suisse des capitaux sont aussi restés négatifs. Le taux de référence de l'emprunt à 10 ans de la Confédération a entamé et terminé l'année 2016 approximativement au même niveau, mais durant l'année, son niveau a fortement varié au gré des événements évoqués ci-dessus. Il a même connu un record négatif après le vote du Brexit à -0.62%!

Dans ce contexte chahuté, le portefeuille de la Caisse a connu une performance positive de 2.39%. Les principales catégories de placements qui ont contribué positivement à la performance furent l'immobilier direct et indirect, les actions et obligations globales, les investissements liés aux assurances (ILS), et les obligations en CHF. En revanche, les actions suisses ont contribué négativement à la performance obtenue.

> Immobilier

A Guin, quartier de Chännelmatte, les deux derniers immeubles (sur trois) de 16 respectivement 12 appartements ont été mis sur le marché de la location, avec succès. Deux immeubles à Bulle, quartier du Pra, ont été mis en valeur avec un franc succès, puisque les 45 appartements ont trouvé preneur en temps record. A Estavayer, trois immeubles de 25 appartements chacun ont été mis en valeur en début d'année avec un joli succès. Compte tenu du nombre élevé de logements mis à disposition en 6 mois (total 75 appartements), il faut compter une bonne année pour louer l'ensemble.

La future construction à Marly d'un immeuble destiné aux séniors pourra débiter en 2017, puisque les oppositions qui bloquaient sa mise à l'enquête ont pu être levées.

Quant au projet de Châtel-Saint-Denis, des solutions ont aussi pu être trouvées avec les opposants. Le projet, après avoir été remanié, pourra enfin être relancé.

Les travaux pour des logements destinés aux séniors à Léchelles vont bon train et la construction devrait être fonctionnelle d'ici à fin juin 2017

La construction de trois immeubles à Farvagny a débuté avec les travaux de terrassement et les premières fondations en fin d'année.

Un projet réalisé en entreprise générale verra le jour à Sierre et comprendra 67 appartements. Le terrassement a débuté à fin 2016. Toujours en Valais mais à Martigny, la Caisse a acquis un terrain pour un projet de quatre immeubles (52 appartements).

Plusieurs mises à l'enquête ont été lancées pour des projets à Ursy (62 appartements) et à Grolley (88 appartements).

Le quartier du Pra à Bulle est en plein développement puisque qu'à la fois le PAD de la Parquetterie est en préparation et qu'une suite au Pra II sera donnée (appelée Pra SUD).

Expertise actuarielle et étude de congruence actifs-passifs (ALM)

La Caisse n'a pas procédé en 2016 à une nouvelle étude de congruence actifs-passifs. La dernière effectuée en 2014 est toujours valable, mais une actualisation des espérances de performances a été effectuée. Les espérances de rendements sur les dix prochaines années des capitaux de vieillesse placés sur les marchés financiers, en fonction de la stratégie de la Caisse, ont baissé. Couplé avec le vieillissement démographique et l'augmentation de la longévité, la Caisse devra adapter une nouvelle fois les prestations octroyées en conséquence au cours des prochaines années et/ou adapter le niveau des cotisations. En vue de formuler des propositions, un groupe de travail issu des membres du Comité a été constitué. En effet, la nouvelle baisse du taux d'intérêt technique de la Chambre suisse des experts en caisses de pensions de 2.75% à 2.25% implique, à nouveau, pour la Caisse une augmentation significative de ses engagements actuariels. Le Comité et la Caisse vont devoir prendre prochainement des décisions à ce sujet sachant que le taux utilisé par elle est encore aujourd'hui de 3.25%. Le groupe de travail précité a notamment analysé tous les paramètres sur lesquels il serait possible d'agir. Toutes les options seront envisagées, y compris les coûts et les conséquences d'un passage du système actuel de la primauté de prestations du salaire moyen revalorisé de carrière dans un système en primauté des cotisations. L'évolution du taux d'intérêt technique, la hausse constante de l'espérance de vie associée à des prévisions de rendement fortement réduites sur les marchés des placements et à des taux d'intérêt au plus bas, voire négatifs, conduiront le Comité à proposer, avant la fin de cette année, des mesures en vue de garantir l'équilibre structurel du financement de la Caisse, conformément à l'article 9 al.5 LCP.

Degré de couverture et chemin de croissance

Pour rappel, la Caisse est une institution de prévoyance de droit public dont le régime de pensions est régi par le système financier de la capitalisation partielle, et à ce titre elle est tenue de proposer un plan de financement pour le régime en question qui garantit au moins le maintien des taux de couverture initiaux, conformément à l'art. 72a LPP. Le degré de couverture initial global au 1^{er} janvier 2012 du régime de pensions était de 66.9% et celui des assurés actifs de 38.1%. Les engagements relatifs aux bénéficiaires de pensions étaient quant à eux entièrement couverts, comme exigé par la loi.

Le chemin de croissance proposé vise à atteindre un degré de couverture global d'au moins 80% en 2052. Au 1^{er} janvier 2017, respectivement au 31 décembre 2016, la Caisse aurait dû se trouver à un degré de couverture global de 74.3%. Après un exercice plutôt moyen, et compte tenu notamment de la révision sur le calcul des réserves techniques, le degré de couverture global effectif au 31 décembre 2016 est de 73.3%, soit quelque peu en retrait par rapport à l'objectif fixé du chemin de croissance. Selon notre expert, le maintien du degré de couverture initial et la couverture intégrale des capitaux de prévoyance des pensionnés au sens de l'art. 72e LPP sont garantis à cette date, ce qui implique que la Caisse n'est pas légalement contrainte de prendre les mesures prévues aux art. 65c à 65e LPP.

Provisions techniques

Le règlement relatif aux passifs de nature actuarielle a fait l'objet d'une modification dont l'impact sur le montant des provisions technique est important. Le calcul de la provision pour longévité a été adapté aux spécificités de la Caisse et la provision pour fluctuation des risques du régime RCC a été constituée. Ces modifications ont péjoré les résultats de l'exercice 2016, puisque ce sont quelque 50 mio de francs complémentaires qu'il a fallu provisionner.

Les défis à venir

Compte tenu de la modification des éléments techniques, dont certains demandés par l'expert comme le taux d'intérêt technique ou l'incidence de l'augmentation de l'espérance de vie et la baisse des rendements du tiers cotisant (c'est-à-dire les rendements des placements), le Comité doit trouver le meilleur équilibre entre le financement pérenne de la Caisse et les prestations à servir.

Le projet de recherche de regroupement partiel ou total des titres financiers de la Caisse auprès d'un dépositaire global (Global Custodian) est un défi important pour notre Caisse, avec pour objectifs une gestion facilitée et une réduction des coûts. Les travaux dans ce domaine sont en cours.

L'immobilier offre encore des opportunités intéressantes d'investissement, que ce soit dans de nouveaux immeubles dont les besoins existent encore dans les zones les mieux situées, ou des projets opportunistes comme les habitats pour séniors. Des transformations lourdes (enveloppe, production énergétique) peuvent constituer aussi des investissements intéressants, mais la rémunération des capitaux nouvellement investis a un impact significatif après quelques années.

Les comptes 2016, soit le rapport de gestion, le bilan, le compte P&P et les annexes ont été examinés et approuvés par le Comité en date du 16 mars 2017.

G. Godel
Président

C. Schafer
Administrateur

COMPTES DES EXERCICES 2016 ET 2015

BILAN

ACTIF	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Placements	3'851'739'696	3'708'521'364
Liquidités et placements monétaires	418'011'510	529'132'016
Liquidités d'exploitation	42'880'017	32'230'346
Liquidités pour placements	86'552'937	86'904'866
Placements à terme	304'750'000	411'250'000
Change à terme	-16'171'444	-1'253'196
Créances	10'172'767	11'367'811
Impôts anticipé et à la source	4'470'420	7'108'267
Contributions employeurs	5'596'417	3'744'835
Créances envers des assurés	96'066	161'598
Débiteurs divers	9'864	353'111
Titres	1'939'902'493	1'876'215'481
Placements obligataires	605'968'305	569'912'961
Obligations suisses	41'721'250	50'064'110
Obligations étrangères	564'247'055	519'848'851
Actions et participations	1'333'934'188	1'306'302'520
Actions suisses	608'673'627	695'507'116
Actions étrangères	723'004'940	608'931'786
Participations	2'255'621	1'863'618
Immobilisations	1'240'485'236	1'138'109'275
Immeubles	1'240'094'251	1'137'743'893
Immeubles construits	964'924'426	954'337'565
Immeubles en mise en valeur	42'265'709	12'889'300
Terrains à bâtir	14'236'451	12'716'640
Immeubles en construction	29'131'094	28'108'832
Rénovations	1'221'388	2'120'108
Fonds de placement immobiliers suisses	149'195'812	127'571'448
Fonds de placement immobiliers étrangers	39'119'371	0
Transitoires sur immeubles	390'985	365'382
Placements alternatifs	243'167'691	153'696'781
Comptes de régularisation de l'actif	1'591'784	2'057'578
Intérêts courus	1'586'680	2'030'392
Produits à recevoir	5'104	27'186
TOTAL DE L'ACTIF	3'853'331'480	3'710'578'942

COMPTES DES EXERCICES 2016 ET 2015

BILAN

PASSIF	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Dettes	12'345'255	9'203'642
Prestations de libre passage et rentes	5'982'284	4'160'961
Autres dettes	6'362'971	5'042'681
Créanciers	1'075'383	67'211
Comptes courants	4'516'352	4'213'001
Fonds de Garantie	771'236	762'469
Comptes de régularisation du passif (passifs transitoires)	4'140'504	3'663'117
Passifs transitoires	84'404	60'725
Passifs transitoires sur titres	303'604	169'829
Passifs transitoires sur immeubles	3'752'496	3'432'563
Capitaux de prévoyance et provisions techniques	5'234'921'406	4'988'482'007
Capital de prévoyance des assurés actifs	2'633'883'548	2'549'282'034
Prestations de libre passage des assurés actifs	2'617'226'615	2'538'166'061
Avoirs de vieillesse des assurés actifs du régime LPP	6'943'533	5'714'154
Capitaux assurés actifs RCC	9'713'400	5'401'819
Capital de prévoyance des bénéficiaires	2'523'115'726	2'410'335'865
Valeur actuarielle des pensions en cours	2'513'127'353	2'400'305'171
Valeur actuarielle des rentes en cours du régime LPP	9'988'373	10'030'694
Provisions techniques	77'922'132	28'864'108
Provision de longévité des assurés actifs	26'172'266	0
Provision de longévité des bénéficiaires	50'349'866	28'864'108
Provision pour fluctuation des risques dans le RCC	1'400'000	0
Part en répartition (selon projet de financement)	-1'338'116'648	-1'331'214'185
Réserve de fluctuation de valeurs	0	40'444'361
Réserve de fluctuation de valeurs	0	40'444'361
Fortune libre (+) / Découvert (-)	-59'959'037	0
Découvert technique: situation en début de période	-1'331'214'185	-1'346'295'251
Augmentation de la part financée en répartition	1'338'116'648	1'331'214'185
Résultat de l'exercice	-66'861'500	15'081'066
TOTAL DU PASSIF	3'853'331'480	3'710'578'942

COMPTES DES EXERCICES 2016 ET 2015

COMPTE D'EXPLOITATION

	2016 CHF	2015 CHF
Cotisations et apports ordinaires	262'666'739	254'495'359
Cotisations des salariés	103'849'493	101'040'565
Cotisations des employeurs	141'962'434	138'216'927
Cotisations supplémentaires des salariés	461'221	460'428
Rachats	16'393'591	14'777'439
Prestations d'entrée	70'218'268	58'479'346
Apports de libre passage	67'978'074	56'377'173
Remboursements de versements anticipés pour l'EPL	2'240'194	2'102'173
<i> Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée</i>	<i>332'885'007</i>	<i>312'974'705</i>
Prestations réglementaires	-195'330'029	-184'319'699
Rentes de vieillesse	-156'171'974	-146'273'688
Rentes de survivants	-18'151'233	-18'117'681
Rentes d'invalidité	-7'510'742	-7'502'113
Prestations en capital à la retraite	-12'767'636	-11'389'909
Prestations en capital au décès et à l'invalidité	-728'444	-1'036'308
Prestations de sortie	-80'941'909	-76'018'562
Prestations de libre passage en cas de sortie	-69'860'066	-67'024'215
Versements anticipés pour l'EPL/divorce	-11'081'843	-8'994'347
<i> Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés</i>	<i>-276'271'938</i>	<i>-260'338'261</i>
Variation de capitaux de prévoyance, provisions techniques	-246'439'399	-196'689'757
Variation des capitaux de prévoyance des assurés actifs	-84'601'514	-75'647'258
Variation des capitaux de prévoyance des bénéficiaires	-112'779'861	-110'533'030
Variation des provisions techniques	-49'058'024	-10'509'469
Charges d'assurances	-771'236	-762'469
Cotisations au Fonds de garantie	-771'236	-762'469
<i> Résultat net de l'activité d'assurance</i>	<i>-190'597'566</i>	<i>-144'815'782</i>
Résultat net des placements	86'648'707	48'617'629
Résultat net des liquidités	-11'629'753	-10'711'705
Résultat net des placements obligataires	11'540'759	-17'284'114
Résultat net des actions et participations	49'232'803	23'809'028
Résultat net des placements alternatifs	5'895'551	3'850'597
Résultat net des placements immobiliers	40'371'874	56'546'227
Frais d'administration des placements	-8'762'526	-7'592'404
Autres produits	103'919	170'167
Produits de prestations fournies	96'933	91'050
Produits divers	6'986	79'117
Autres frais	-248'241	-218'948
Frais d'administration	-3'212'680	-2'836'845
Administration générale	-3'068'649	-2'665'649
Organes de révision et expert en matière de prévoyance professionnelle	-134'951	-143'539
Autorités de surveillance	-9'079	-27'657
Résultat avant constitution/dissolution de la réserve de fluctuation de valeurs	-107'305'861	-99'083'779
+/- variation de la réserve de fluctuation de valeurs	40'444'361	114'164'845
<i> Résultat de l'exercice</i>	<i>-66'861'500</i>	<i>15'081'066</i>

COMPTES D'EXPLOITATION CONDENSES DES EXERCICES 2016 ET 2015

RUBRIQUES	TOTAL		REGIME PENSIONS		REGIME LPP		RCC	
	<u>2016</u> CHF	<u>2015</u> CHF	<u>2016</u> CHF	<u>2015</u> CHF	<u>2016</u> CHF	<u>2015</u> CHF	<u>2016</u> CHF	<u>2015</u> CHF
Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée	332'885'007	312'974'705	319'902'010	303'451'648	7'393'620	5'797'316	5'589'377	3'725'741
Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés	-276'271'938	-260'338'261	-269'386'227	-253'946'378	-6'624'308	-6'326'141	-261'403	-65'742
Variation de capitaux de prévoyance	-246'439'399	-196'689'757	-239'462'456	-193'120'475	-1'265'362	234'500	-5'711'581	-3'803'782
Contributions au Fonds de Garantie	-771'236	-762'469	-757'922	-750'681	-13'314	-11'788	0	0
Résultat net de l'activité d'assurance	-190'597'566	-144'815'782	-189'704'595	-144'365'886	-509'364	-306'113	-383'607	-143'783
Résultat net des placements	86'648'707	48'617'629						
Autres produits	103'919	170'167						
Autres frais	-248'241	-218'948						
Frais d'administration	-3'212'680	-2'836'845						
Variation de réserve de fluctuation de valeurs	40'444'361	114'164'845						
Résultat de l'exercice	-66'861'500	15'081'066	-189'704'595	-144'365'886	-509'364	-306'113	-383'607	-143'783

3. ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

I. Bases et organisation

I.1. Forme juridique et but

La Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (ci-après : la Caisse) est un établissement de droit public doté de la personnalité morale. Son siège est à Fribourg.

La Caisse a pour but d'assurer des prestations en cas de retraite, d'invalidité et de décès dans le cadre de la prévoyance professionnelle.

I.2. Enregistrement LPP et Fonds de garantie LPP

La Caisse est enregistrée au registre de la prévoyance professionnelle auprès de l'Autorité de surveillance compétente. Depuis 2012, les institutions de prévoyance ayant leur siège dans le canton de Fribourg sont placées sous la surveillance de l'Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (BBSA).

De plus, la Caisse est inscrite au Fonds de garantie LPP et y verse des cotisations.

I.3. Indications des actes et des règlements

L'activité de la Caisse est régie par :

a. Dispositions légales	Version actualisée au:
> Loi du 12 mai 2011 sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (LCP)	1 ^{er} janvier 2017
> Règlement du 22 septembre 2011 sur le régime de pensions de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (RRP)	1 ^{er} janvier 2017
> Règlement du 22 septembre 2011 sur le régime LPP de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (RRLPP)	1 ^{er} janvier 2017
> Règlement du 22 septembre 2011 concernant l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle pour les personnes assurées de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (REPL)	1 ^{er} janvier 2015
> Règlement du 13 février 2014 sur le régime complémentaire pour les cadres du personnel de l'Etat (RRCC)	1 ^{er} janvier 2017
b. Réglementation interne	Version actualisée au:
> Règlement sur la répartition des compétences financières et des droits de signatures	28 mai 2015
> Règlement pour les passifs de nature actuarielle (nouveau)	31 décembre 2016
> Règlement concernant l'affiliation des institutions externes	7 juillet 2016
> Règlement sur la liquidation partielle (approbation de la BBSA le 15 novembre 2016)	7 juillet 2016
> Règlement d'organisation	1 ^{er} janvier 2017

> Règlement sur les placements	1 ^{er} janvier 2015
> Directives sur les placements	1 ^{er} septembre 2016
> Règlement sur les placements immobiliers directs	25 juin 2015
> Directives relatives à l'exercice du droit de vote	1 ^{er} janvier 2015
> Directives réglant l'évaluation et les principes de comptabilisation des actifs	1 ^{er} janvier 2015

La Caisse est membre de l'Association suisse des institutions de prévoyance (ASIP) qui a adopté, en 2008, une Charte ainsi que des directives en matière de loyauté dans la gestion des fonds de la prévoyance professionnelle. La Charte est un code de bonne conduite impératif pour tous les membres de l'ASIP qui vient compléter les dispositions légales applicables en la matière (articles 48f et suivants de l'OPP2).

I.4. Organe de gestion paritaire / droits de signatures

I.4.1. Organe de gestion paritaire / Présidence / Administration

Le Comité se compose de douze membres, dont six représentent l'employeur et six, les personnes salariées. Un représentant des retraités, élu par les personnes au bénéfice de pensions de retraite de la Caisse, participe aux séances du Comité avec voix consultative.

Au 31 décembre 2016, la composition du Comité était la suivante :

<u>Représentants de l'Etat</u>	<u>Représentants des salariés</u>
GODEL Georges, Président	MUTRUX Gérald, Vice-Président
AUBRY Laurent	DELLEY Stéphane
BROILLET Philippe	FRAGNIERE Bernard
BERSET Daniel	SELMI Sara
HAYOZ Markus	SAVOY Jean-Daniel
MORARD Martine	TOPINKOVA Klara

Représentant de l'Association des retraités de l'Etat (avec voix consultative)
HEIMO Robert

La Caisse est placée sous la direction de Monsieur Claude Schafer, Administrateur.

Les membres du Comité participent à différentes Commissions, dont les compositions au 31 décembre 2016 étaient les suivantes :

<u>Commission administrative</u>	<u>Commission immobilière</u>	<u>Commission de placement</u>
FRAGNIERE Bernard, Prés.	SAVOY Jean-Daniel, Prés.	BROILLET Philippe, Prés.
SELMI Sara	AUBRY Laurent	MUTRUX Gérald
MORARD Martine	DELLEY Stéphane	TOPINKOVA Klara
BERSET Daniel	HEIMO Robert	HAYOZ Markus
<u>Commission de vote</u>		
BERSET Daniel, Prés.	FRAGNIERE Bernard	SAVOY Jean-Daniel

Le rapport relatif à l'exercice des droits de vote aux assemblées générales des sociétés suisses peut être téléchargé sur notre site internet www.cppef.ch > Organisation > Rapports > Autres rapports.

I.4.2. Droits de signatures et de compétences

Les droits de signatures et de compétences sont régis par le règlement du 28 mai 2015 sur la répartition des compétences financières et des droits de signatures ; la Caisse est représentée vis-à-vis des tiers par les signatures collectives à deux des membres du Comité ou des personnes en charge de l'administration.

Par ailleurs, la Caisse est inscrite depuis le 25 août 2015 auprès du Registre du Commerce.

I.5. Expert, organe de contrôle, autorité de surveillance

I.5.1. Expert en prévoyance professionnelle (actuaire)

Pittet Associés S.A. à Genève

I.5.2. Organe de contrôle

BDO S.A. à Fribourg

I.5.3. Autorité de surveillance

Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations [Bernische BVG - und Stiftungsaufsicht] (ci-après BBSA) à Berne depuis le 1^{er} janvier 2012

I.6. Employeurs affiliés

La Caisse n'a pas procédé à l'affiliation de nouveaux employeurs en 2016.

II. Membres actifs et bénéficiaires de pensions et rentes – Rapport démographique

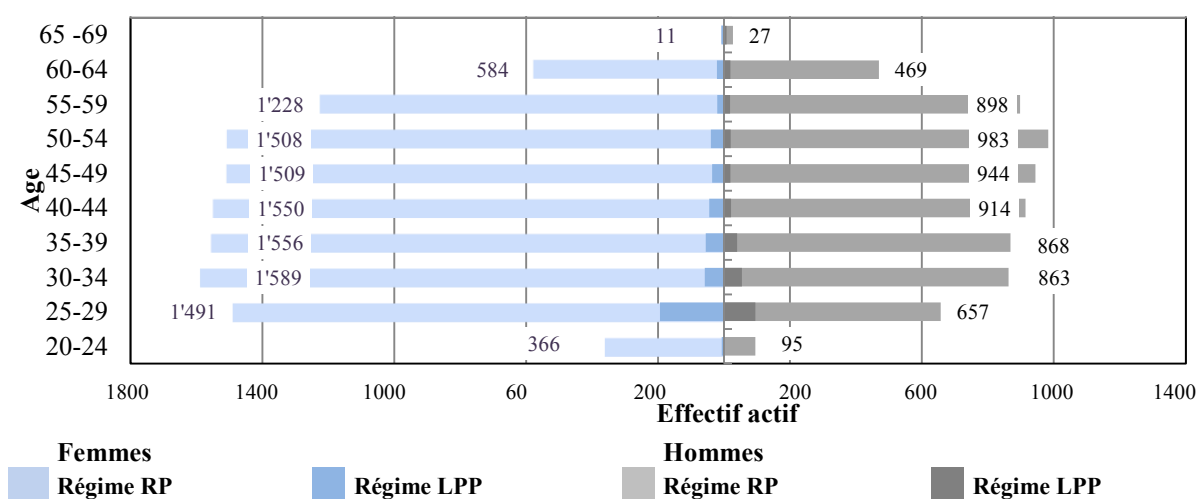
II.1. Assurés actifs

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016, la Caisse a enregistré une augmentation de l'effectif des assurés actifs de 2.6%. Le nombre total des assurés actifs, tous régimes confondus, est passé de 18'541 à 19'025 personnes (les assurés ayant plusieurs rapports de prévoyance sont comptés pour chaque rapport de prévoyance).

Les femmes représentent un peu plus de 62% de l'effectif.

Pour rappel, les personnes assurées au régime LPP sont principalement des personnes avec des contrats d'une durée inférieure à une année.

Pyramide des âges des assurés actifs selon le sexe et le régime



Effectif et structure d'âge des assurés actifs selon le sexe et le régime

Age	Femmes				Hommes				Total général
	RP	LPP	RCC	Total	RP	LPP	RCC	Total	
70 et plus									
65-69	11	8		19	27	7	3	37	56
60-64	584	22	2	608	469	19	11	499	1'107
55-59	1'228	21	1	1'250	898	18	24	940	2'190
50-54	1'508	40	3	1'551	983	20	26	1'029	2'580
45-49	1'509	36	6	1'551	944	19	21	984	2'535
40-44	1'550	45	11	1'606	914	21	10	945	2'551
35-39	1'556	56	4	1'616	868	39	11	918	2'534
30-34	1'589	59		1'648	863	54		917	2'565
25-29	1'491	195		1'686	657	95		752	2'438
20-24	366	7		373	95	1		96	469
15-19									
Total	11'392	489	27	11'908	6'718	293	106	7'117	19'025

Variation annuelle

Effectifs	2016	2015	Variation
Régime de pensions	18'110	17'846	1.5%
Régime LPP	782	570	37.2%
RCC	133	125	6.4%
Total	19'025	18'541	2.6%

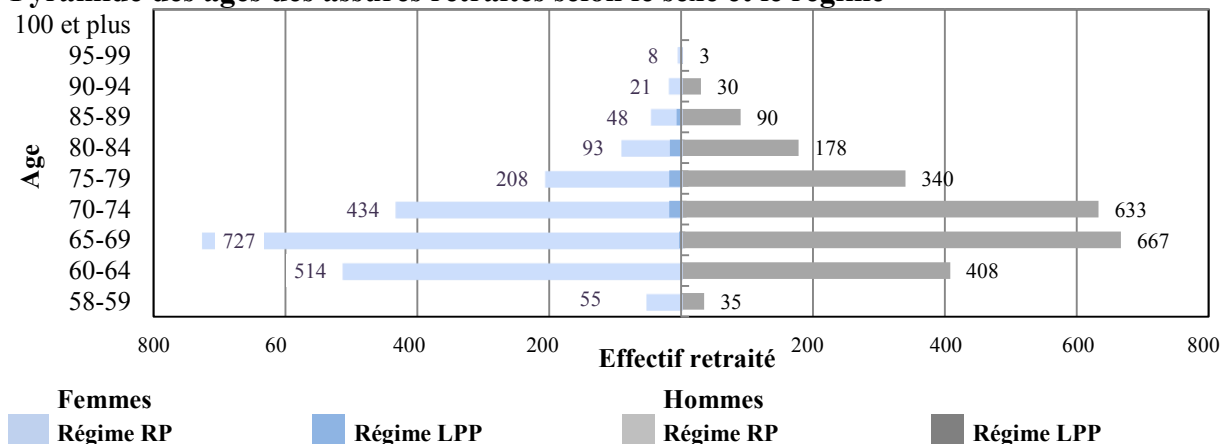
Age moyen	2016	2015	Variation
Régime de pensions	43.19	43.02	0.4%
Régime LPP	37.79	37.71	0.2%
RCC	50.30	50.34	-0.1%
Total	43.02	42.91	0.3%

II.2. Bénéficiaires de pensions et rentes

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016, la Caisse a enregistré une augmentation nette de l'effectif des bénéficiaires de 345 unités. Le nombre total des bénéficiaires, tous régimes confondus, est passé de 5'458 à 5'803 personnes.

Les femmes représentent un peu plus de 54% de l'effectif.

Pyramide des âges des assurés retraités selon le sexe et le régime



Vu l'effectif réduit des assurés retraités hommes du régime LPP, ils ne sont pas visibles dans le graphique ci-dessus.

Effectif et structure d'âge des retraités selon le sexe et le régime

Age	Femmes			Hommes			Total général
	RP	LPP	Total	RP	LPP	Total	
100 et plus	8	0	8	3	0	3	11
95-99	21	0	21	30	0	30	51
90-94	48	7	55	90	1	91	146
85-89	93	17	110	178	5	183	293
80-84	208	18	226	340	11	351	577
75-79	434	18	452	633	8	641	1'093
70-74	727	3	730	667	6	673	1'403
65-69	514	1	515	408	0	408	923
60-64	55	0	55	35	0	35	90
58-59	0	0	0	0	0	0	0
Total général	2'108	64	2'172	2'384	31	2'415	4'587

Variation annuelle de toutes les pensions et rentes

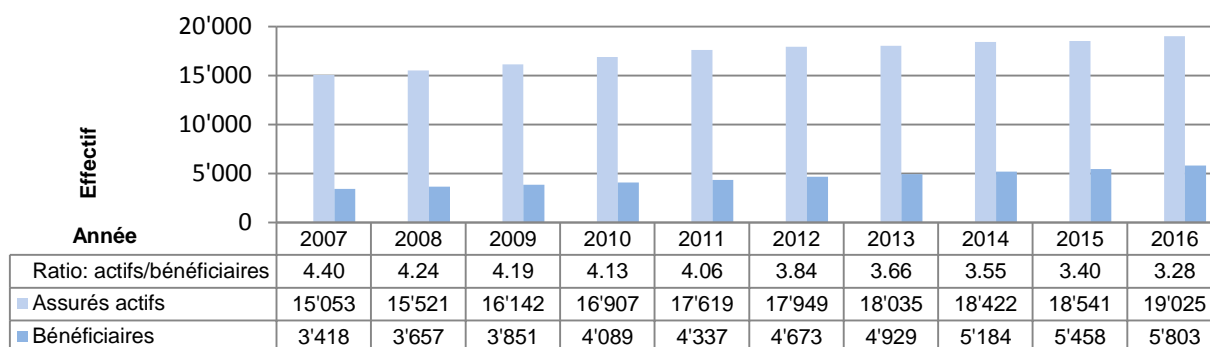
Effectifs	2016	2015	Variation
Régime de pensions	5'661	5'320	341
Pensions de vieillesse	4'492	4'177	315
Pensions d'invalidité	289	292	- 3
Pensions de conjoints	740	730	10
Pensions d'orphelins	63	63	0
Pensions d'enfants de retraités	55	41	14
Rentes d'enfants d'invalides	22	17	5
Régime LPP	142	138	- 4
Rentes de vieillesse	95	94	1
Rentes d'invalidité	22	21	1
Rentes de conjoints	16	15	1
Rentes d'orphelins	1	2	- 1
Rentes d'enfants de retraités	1	0	1
Rentes d'enfants d'invalides	7	6	1
Total	5'803	5'458	345

Age moyen	2016	2015	Variation
Pensions/rentes de vieillesse			
Régime de pensions	70.51	70.43	0.1%
Régime LPP	77.02	76.38	0.8%
Total	70.65	70.56	0.7%

II.3. Total des affiliés

L'effectif total des assurés n'a cessé de croître ces dernières années. Ainsi en 2007, le nombre total de personnes affiliées à la Caisse étaient de 18'471. Aujourd'hui, l'effectif est de 24'828, soit une augmentation de plus de 34%. Cette croissance s'est cependant accompagnée d'une détérioration du ratio actifs/bénéficiaires.

Evolution de l'effectif des assurés actifs et des bénéficiaires de pensions et de rentes



III. Nature de l'application du but de la Caisse

III.1. Explication des plans de prévoyance

La Caisse pratique trois plans de prévoyance: le régime de pensions, le régime LPP et le régime complémentaire pour les cadres de l'Etat.

Le **régime de pensions** s'adresse au personnel qui est au bénéfice d'un statut de droit public ou qui a une activité durable et principale au service de l'Etat ou de ses établissements.

Le régime de pensions est **une primauté des prestations sur la somme revalorisée des salaires assurés**. L'objectif des pensions finales n'est pas exprimé par rapport au dernier salaire assuré, mais bien sur le salaire moyen de carrière, revalorisé.

Le régime de pensions est déterminé par les caractéristiques principales suivantes :

- > le salaire assuré est égal au salaire déterminant, moins une déduction de coordination égale aux 87.5% de la rente AVS annuelle maximale et multipliée par le taux d'activité. Le salaire assuré maximal annuel en 2016 était de CHF 221'143.30 ;
- > la prestation de retraite est égale à 1.6% de la somme revalorisée des salaires assurés à la fin du mois qui précède la retraite entre 60 et 62 ans. Le taux est diminué de 2% par année entre 58 et 60 ans et augmenté de 2% après 62 ans. Les pensions sont adaptées une fois par année suivant l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation, mais au maximum à hauteur de 0.54% pour autant que l'inflation soit supérieure au taux d'inflation précité. Il existe la possibilité de prélever sous forme de capital au maximum la contre-valeur du quart de la pension de retraite ;
- > la pension d'invalidité est égale à la pension de retraite projetée à 60 ans multipliée par le degré d'invalidité ;
- > la pension de personne conjointe survivante est égale à 60% de la pension d'invalidité entière qu'aurait pu toucher la personne assurée (en cas de décès d'un actif), ou à 60% de la pension de la personne défunte (en cas de décès d'une personne retraitée ou invalide) ;
- > la Caisse sert aussi des prestations d'enfant de retraité dès qu'une personne retraitée a atteint l'âge de 62 ans révolus, ainsi que des pensions d'enfant orphelin.

Le **régime LPP** s'adresse principalement au personnel temporaire. Il est constitué d'un processus d'épargne comparable à celui de la LPP.

Le régime LPP est déterminé par les caractéristiques principales suivantes :

- > l'avoit de vieillesse correspond aux bonifications vieillesse, plus les prestations de libre passage reçues, avec intérêt équivalent au taux d'intérêt technique de la Caisse ;
- > la rente de vieillesse se calcule comme suit : l'avoit de vieillesse est converti en rente à l'aide du taux de conversion. L'âge de la retraite est fixé à 65 ans (hommes et femmes). Possibilité de retraite dès l'âge de 64 ans, avec une réduction correspondante du facteur de conversion. Les rentes sont adaptées une fois par année suivant l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation, mais au maximum à hauteur de 0.54% pour autant que l'inflation soit supérieure au taux d'inflation précité ;
- > la rente d'invalidité se compose de la rente présumée de vieillesse, augmentée des intérêts calculés selon les modalités de la LPP, mais au maximum équivalente à 40% du salaire assuré multiplié par le degré d'invalidité ;

- > la rente de conjoint survivant est déterminée à hauteur de 60% de la rente d'invalidité entière qu'aurait pu toucher l'assuré (en cas de décès d'un actif), ou de 60% de la rente du défunt (en cas de décès d'un retraité ou d'un invalide) ;
- > la Caisse sert aussi des rentes d'enfants d'invalides et des rentes d'enfant orphelin égales à 20% de la rente d'invalidité.

Le **régime complémentaire pour les cadres (RCC)** s'adresse aux personnes dont le salaire déterminant est supérieur au traitement maximal de l'Etat, ainsi qu'aux médecins-chefs, médecins-chefs adjoints et médecins-adjoints de l'HFR. La part assurée dans le RCC correspond à la part de salaire supérieure au traitement maximal de l'Etat. Pour les médecins précités, le régime complémentaire s'applique sur la part d'honoraire rétrocédée ou l'indemnité compensatoire y relative.

Le RCC est déterminé par les caractéristiques principales suivantes :

- > l'avoir de vieillesse correspond aux bonifications vieillesse, auxquelles s'ajoutent les prestations de libre passage excédentaires du RP et les rachats volontaires, avec intérêt fixé rétroactivement à la fin de chaque année ;
- > toutes les prestations sont versées sous forme de capital.

Le RCC est entré en vigueur au 1^{er} juillet 2014.

III.2. Financement, méthodes de financement

III.2.1. Régime de pensions

Le taux de cotisation du régime de pensions, global et uniforme, est égal à 22.5% du salaire assuré, quels que soient l'âge et le sexe de l'assuré. Il est réparti à raison de 13% à la charge de l'employeur et de 9.5% à la charge des assurés, ce qui représente 57.78% du financement pour l'employeur et 42.22% pour les assurés.

Au 1^{er} janvier 2017, le taux de cotisation a augmenté tant pour l'employeur que pour les assurés pour se monter à un total de 25.90%. En effet, il avait été décidé lors de la consultation de 2014 d'augmenter la cotisation pour pouvoir maintenir le niveau des rentes. Ainsi, la cotisation se montera désormais à 15.24% pour l'employeur et à 10.66% pour les assurés, ce qui représente 58.84% du financement pour l'employeur et 41.16% pour les assurés.

Selon l'article 8 LCP, le système financier du régime de pensions est un **système financier mixte** qui a pour but de garantir un taux de couverture de 80% des engagements totaux de la Caisse au plus tard au 1^{er} janvier 2052. Dans cet état d'esprit, l'expert agréé de la Caisse a établi un chemin de croissance qui amènera la Caisse à l'objectif précité. A fin 2016, le degré de couverture en rapport avec ce chemin de croissance devait se situer au minimum à 74.3% contre 73.2% à fin 2015.

III.2.2. Régime LPP

Selon l'âge de l'assuré, la cotisation d'épargne varie entre 7% et 18% du salaire assuré, celui-ci étant limité au maximum à CHF 59'925.00. Une cotisation supplémentaire de 2.4% du salaire assuré est prélevée pour financer les risques invalidité et décès, la cotisation au Fonds de garantie et les frais administratifs. Le financement est paritaire.

Le régime LPP fonctionne en **capitalisation intégrale**. Ainsi, la fortune qui lui est propre doit couvrir en tout temps la totalité des capitaux de prévoyance, composés des avoirs de vieillesse accumulés des assurés actifs et des réserves mathématiques (ou valeur actuelle) des rentes en cours.

III.2.3. Régime complémentaire pour les cadres

La cotisation est fixée en pour cent du salaire assuré. Elle dépend du plan de prévoyance choisi par l'assuré. Il existe trois types de plans dont la cotisation d'épargne varie entre 13.6% et 22% du salaire assuré. Une cotisation est prélevée pour financer les risques invalidité et décès et les frais administratifs. L'employeur paye indépendamment du plan choisi une cotisation de 12.5%, tandis que l'assuré finance le solde.

Le RCC fonctionne en **capitalisation intégrale**. Ainsi, la fortune qui lui est propre doit couvrir en tout temps la totalité des capitaux de prévoyance, composés des avoirs de vieillesse accumulés des assurés actifs. Vu son entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2014, le plan se trouve encore en phase de capitalisation.

III.3. Autres informations sur l'activité de prévoyance

Il n'y a pas eu d'indexation des pensions et rentes en 2016.

IV. Principes d'évaluation et de présentation des comptes

IV.1. Confirmation sur la présentation des comptes selon la Swiss GAAP RPC 26 (Swiss Generally Accepted Accounting Principles – Recommandations pour la Présentation des Comptes)

Les comptes de la Caisse sont présentés en conformité à la norme comptable Swiss GAAP RPC 26.

Vu que la Caisse applique trois plans de prévoyance (RP, RLPP et RCC), il a été élaboré un compte d'exploitation complémentaire présentant les résultats distincts propres à chaque régime ; ce document fait partie intégrante des comptes annuels et figure dans les présents états financiers.

IV.2. Principes comptables et d'évaluation

Les principes d'évaluation des postes du bilan sont les suivants :

- > Evaluation des actifs, hormis immeubles, à la date de boucllement
 - > Les montants en devises étrangères sont convertis au cours de clôture du jour de la date de boucllement.
 - > Sont évalués à la valeur nominale :
 - > les placements auprès de l'Etat ;
 - > les liquidités et placements à terme ;
 - > les créances corrigées éventuellement d'une provision pour pertes sur débiteurs.
 - > Sont évalués à la valeur de marché :
 - > les obligations de qualité supérieure (Investment Grade), inférieure (Sub-investment Grade) et les obligations convertibles ;
 - > les actions ;
 - > les placements alternatifs (notamment matières premières, hedges funds, fonds private equity, investissements dans l'infrastructure, Insurance-Linked Securities).
 - > Sont évaluées à la valeur des fonds propres, en tenant compte des réserves latentes éventuelles :
 - > les actions non cotées ;
 - > les participations.
- > Immeubles
 - > Immeubles construits

Chaque immeuble est évalué à la valeur de rendement capitalisé sur la base des états locatifs bruts au moyen des paramètres suivants :

 - > Objectif de rendement net de 4.5% ;
 - > Taux de charge déterminé en prenant la moyenne des charges d'exploitation des cinq dernières années ;
 - > Taux de vacance déterminé sur la moyenne des cinq dernières années ;
 - > Majoration forfaitaire pour certains immeubles subventionnés ;
 - > Majoration pour affectation spécifique ;

- > Vétusté : prise en compte des besoins prévisibles en rénovation sur une durée de dix ans.
- > Immeubles acquis en cours d'année
La valeur des nouvelles acquisitions est déterminée sur la même base que les immeubles construits hormis les taux de charge et de vacance. Pour la fixation du taux de charge, il est tenu compte pour la première année de charges budgétées ; par la suite il est tenu compte des charges effectives. Quant au taux de vacance, il est tenu compte la première année du taux de vacance constaté pendant la période d'acquisition ; par la suite, les taux de vacance des cinq dernières années ou moins en fonction de durée de possession sont pris en considération.
- > Immeubles en mise en valeur (durée maximum 3 ans)
La valorisation est égale au coût de construction si celui-ci est inférieur à la valeur réelle des immeubles en cours de mise en valeur, déterminée sur la base des principes définis pour les immeubles acquis en cours d'année, hormis le taux de vacance à appliquer. Ce taux est calculé sur la moyenne du taux de vacance globale du portefeuille de la Caisse pour les trois dernières années, additionné de cinq pour cent. Si le coût de construction est supérieur à la valeur réelle des immeubles, cette dernière est appliquée.
- > Terrains à bâtir
La valeur de marché à la date de boucllement est prise en considération.
- > Immeubles en construction
La valeur accumulée des coûts de construction est prise en considération.
- > Rénovations
La valeur accumulée des coûts de rénovation est prise en considération.

Pour les objets dont une vente ferme intervient après la date de boucllement, les prix de vente nets, connus au moment du boucllement des comptes, sont retenus comme valorisation.

V. Couverture des risques / règles techniques / degré de couverture

V.1. Nature de la couverture des risques, réassurance

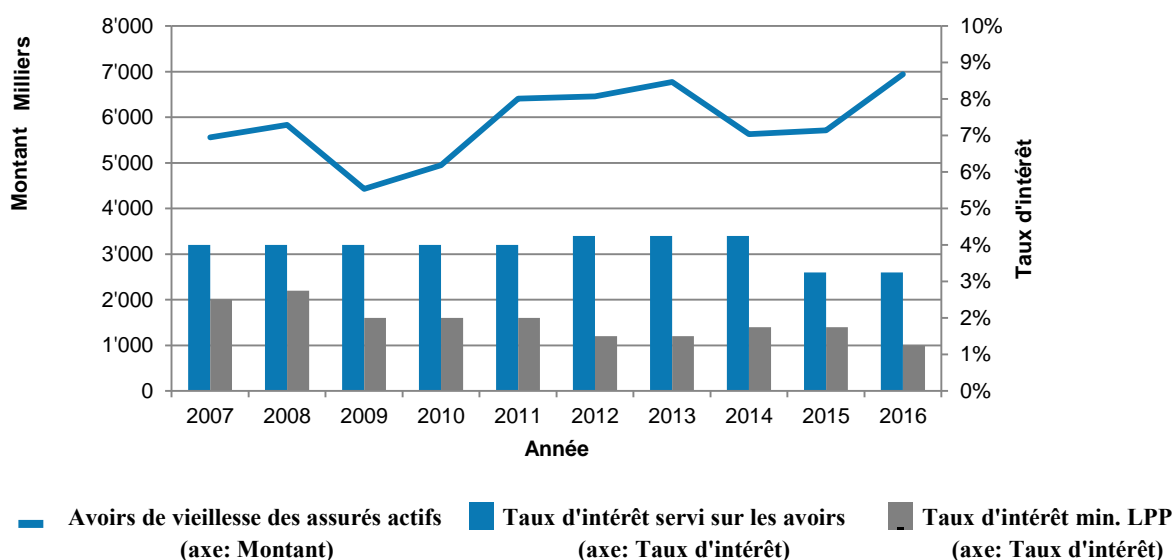
Les risques couverts sont l'invalidité, le décès et la vieillesse. La Caisse est une caisse autonome qui assure intégralement ses risques et n'est, de ce fait, pas réassurée.

V.2. Développement et rémunération des avoirs d'épargne en primauté des cotisations

Régime LPP

a. Développement	2016	2015
Avoirs de vieillesse des assurés actifs au 01.01	5'714'153.45	
Cotisations d'épargne	1'175'135.50	
Apports LP	3'517'313.25	
Sorties, retraites	-3'630'491.45	
Rémunération des avoirs	150'343.35	
Ajustement selon art. 17 LFLP et 15 LPP	17'078.80	
Avoirs de vieillesse des assurés actifs au 31.12	6'943'532.90	5'714'153.45
b. Rémunération		
Taux d'intérêt servi sur les avoirs	3.25%	3.25%
c. Rémunération minimale légale		
Taux d'intérêt servi sur les avoirs	1.25%	1.75%

Evolution des avoirs épargne du régime LPP



Régime RCC

a. Développement	2016	2015
Avoirs de vieillesse des assurés actifs au 01.01	5'401'819.40	
Intérêt supplémentaire 2015	119'138.00	
Cotisations d'épargne	3'455'759.60	
Rachats	799'118.60	
Retraits EPL / divorce	-23'788.70	
Sorties, retraites	-238'042.20	
Rémunération des avoirs	199'050.10	
Ajustement selon art. 17 LFLP	345.40	
Avoirs de vieillesse des assurés actifs au 31.12	9'713'399.80	5'401'819.40
b. Rémunération	2016	2015
Taux d'intérêt servi sur les avoirs	3.5%	10%

La rémunération du RCC consiste en une restitution du surplus de la cotisation pour risque et frais, après financement de la provision pour fluctuation des risques invalidité et décès, et déduction des frais administratifs et informatiques.

V.3. Développement du capital de couverture pour les assurés actifs en primauté de prestations

Régime de pensions

	2016	2015
Prestations de libre passage (PLP) au début de l'exercice	2'538'166'061	2'466'407'946
Variations de l'exercice :		
+ augmentation des PLP des assurés présents toute l'année	248'802'437	243'695'753
+ augmentation des PLP des assurés entrés en cours d'exercice	57'956'245	51'267'535
- PLP des assurés démissionnaires durant l'exercice	- 227'698'129	- 223'205'173
+ augmentation des PLP suite au changement de base actuarielle		
<i>Total de la variation annuelle</i>	79'060'553	71'758'115
Prestations de libre passage en fin d'exercice	2'617'226'615	2'538'166'061

V.4. Développement et rémunération des comptes témoins selon la LPP des assurés actifs du régime de pensions

a. Développement	31.12.2016	31.12.2015	Variation
Avoirs de vieillesse des assurés actifs	1'217'492'021	1'176'660'363	3.47%
c. Rémunération minimale légale			
Taux d'intérêt servi sur les avoirs	1.25%	1.75%	-0.5%

V.5. Développement et explication des provisions techniques

Un règlement pour les passifs de nature actuarielle du bilan a été établi par la Caisse. Ce document a été approuvé par l'expert agréé et porté à la connaissance de l'Autorité de surveillance.

	31.12.2016	31.12.2015	Variation
Provision de longévité des assurés actifs	26'172'266	0	+ 26'172'266
Provision de longévité des bénéficiaires	50'349'866	28'864'108	+ 21'485'758
Provision pour fluctuation des risques dans le RCC	1'400'000	0	+ 1'400'000
Total des provisions techniques	77'922'132	28'864'108	+ 49'058'024

Un nouveau règlement pour les passifs de nature actuarielle est en vigueur depuis le 31.12.2016. Le calcul de la provision pour longévité a été adapté aux spécificités de la Caisse et la provision pour fluctuation des risques du régime RCC a été définie. Le total des provisions techniques a augmenté d'environ CHF 50 millions, ce qui impacte de manière importante le résultat net de l'activité d'assurance, et par conséquent le résultat final de l'exercice.

Provision de longévité

La provision de longévité est destinée à prendre en compte l'accroissement futur de l'espérance de vie. Elle sert à financer progressivement l'augmentation des capitaux de prévoyance due à un changement de tables actuarielles. Elle se compose d'une part relative aux capitaux de prévoyance des assurés actifs, et d'une part se rapportant aux capitaux de prévoyance des bénéficiaires. Dans le précédent règlement, seule la part dédiée aux bénéficiaires était constituée.

Provision pour fluctuation des risques décès et invalidité dans le RCC

Cette provision a pour but de supporter la fluctuation du coût des risques décès et invalidité du régime complémentaire des cadres liée à la taille de son effectif.

V.6. Développement des capitaux de prévoyance des bénéficiaires

Régime de pensions

	Capitaux de prévoyance		Variations			
	2016	2015	2016/2015	2015/2014	2016/2015	2015/2014
	CHF	CHF	CHF	CHF	%	%
Retraités	2'205'251'608	2'089'247'163	116'004'445	118'128'762	+ 5.55	+ 5.99
Invalides	118'837'090	122'167'125	-3'330'035	-8'544'398	- 2.73	- 6.54
Conjoints	183'577'882	184'075'571	-497'689	1'770'455	-0.27	+ 0.97
Orphelins	3'941'202	3'767'102	174'100	-654'303	+4.62	-14.8
Enfants de retraités	1'122'798	744'295	378'503	41'062	+50.85	+ 5.84
Enfants d'invalides	396'773	303'915	92'858	147'984	+30.55	+94.9
Total	2'513'127'353	2'400'305'171	112'822'182	110'889'562	+ 4.70	+ 4.84

Régime LPP

	Capitaux de prévoyance		Variations			
	2016 CHF	2015 CHF	2016/2015 CHF	2015/2014 CHF	2016/2015 %	2015/2014 %
Retraités	5'858'677	5'962'167	-103'490	-96'787	-1.74	-1.59
Invalides	3'144'695	3'060'655	84'040	-218'292	+2.75	-6.65
Conjoints	823'303	829'699	-6'396	-27'256	-0.77	-3.18
Orphelins	7'065	32'207	-25'142	-7'573	-78.06	-19.03
Enfants de retraités	4'762	0	4'762	-552	+100	-100
Enfants d'invalides	149'871	145'966	3'905	-6'072	+2.68	-3.99
Total	9'988'373	10'030'694	-42'321	-356'532	-0.42	-3.43

V.7. Résultats de la dernière expertise actuarielle

La dernière expertise a été effectuée sur la base des chiffres au 31.12.2014. Les conclusions ont été présentées dans le rapport annuel 2015 et sont à nouveau reproduites ici :

> *Dispositions légales et réglementaires*

Les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations et au financement sont conformes aux dispositions légales.

> *Bases actuarielles*

La Caisse applique les bases VZ 2010 (P2012) au taux d'intérêt technique de 3.25%. Nous recommandons d'abaisser le taux d'intérêt technique à 2.75% au moins. L'impact de cette baisse sur l'équilibre financier à long terme devra être pris en compte de manière globale.

> *Degré de couverture, niveau des provisions et de la RFV*

La situation actuarielle et financière de la Caisse est satisfaisante au 31 décembre 2014 avec un degré de couverture légal de 75.1%, un degré de couverture global de 71.8% et un degré de couverture des actifs de 45.4%, respectant ainsi, à cette date, les dispositions fédérales relatives au financement des institutions de prévoyance de droit public et le plan de financement de mars 2015. Les provisions sont constituées à hauteur de leur objectif. La réserve de fluctuation n'atteint pas son objectif (44%), la capacité au risque de la Caisse est limitée à la date de l'expertise.

> *Impact d'un changement de bases, de taux d'intérêt technique*

Le degré de couverture en appliquant les tables VZ 2010 (P2012) s'élève à 70.2% avec un taux d'intérêt technique de 2.75%. La baisse de ce taux de 3.25% à 2.75% représente un coût immédiat de CHF 329.9 mios, qui peut être ramené à CHF 120 mios par retraitement de la somme revalorisée des salaires assurés.

> *Financement courant*

Les prestations réglementaires ne sont pas garanties, eu égard à notre recommandation de baisser le taux d'intérêt technique, compte tenu du financement actuel, en vue de l'objectif de recapitalisation à hauteur de 80% au 1er janvier 2052.

Avec un taux d'intérêt technique de 2.75%, le besoin de cotisation se situe à 28.9%, ce qui représente 3 points de plus que le taux de cotisation actuel pour une performance de 3.25%. Si la cotisation est maintenue à 25.9%, le besoin de performance s'élève à 3.9%.

Nous recommandons à la Caisse de réaliser une étude afin d'évaluer la performance réalisable compte tenu de la capacité de risques de la Caisse et du niveau de gouvernance requis, afin de confirmer le taux d'intérêt technique de 2.75% que nous recommandons, puis de prendre les mesures relatives au plan de prévoyance, afin d'être en mesure de viser une couverture de 80% au 1er janvier 2052.

Compte tenu de ces conclusions, la Caisse a constitué un groupe de travail chargé d'analyser toutes les pistes possibles. Ce groupe de travail s'est réuni à plusieurs reprises et a procédé à de nombreux travaux.

V.8. Bases techniques et autres hypothèses significatives sur le plan actuariel

Les réserves mathématiques sont déterminées sur la base des tables actuarielles VZ 2010 (P 2012). Le taux d'intérêt technique de la Caisse est de 3.25%.

V.9. Degré de couverture selon l'art. 44 OPP 2 et garantie de l'Etat de Fribourg

Le degré de couverture et le montant de la garantie de l'Etat couvrant le découvert technique en capitalisation sont les suivants :

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Fortune nette (actifs de la caisse diminués des exigibles à court terme) (FP)	3'836'845'721	3'697'712'183
Capitaux de prévoyance et provisions techniques (CP)	<u>-5'234'921'406</u>	<u>-4'988'482'007</u>
Garantie de l'Etat (Garantie = FP - CP)	-1'398'075'685	-1'290'769'824
Degré de couverture (DC = FP / CP)	73.3%	74.1%

A fin 2016, respectivement au 1^{er} janvier 2017, le degré de couverture de la Caisse se situe au-dessous de son plan de financement ainsi que le chemin de croissance déterminé par l'expert agréé. Au 1^{er} janvier 2017, le chemin de croissance indique que la Caisse devrait se trouver à un degré de couverture minimal de 74.3%, or le degré de couverture légal s'élève à 73.3% à cette date.

Le système financier du régime de pensions, qui est dépendant du plan de financement soumis à l'Autorité de surveillance en date du 6 mars 2015, n'est donc pas respecté au 1^{er} janvier 2017. Toutefois, le maintien du degré de couverture initial (66.9% pour le degré de couverture global) et la couverture intégrale des capitaux de prévoyance des pensionnés au sens de l'article 72e LPP sont garantis à cette date, ce qui implique que la Caisse n'est pas légalement contrainte de prendre les mesures prévues aux articles 65c à 65e LPP.

Compte tenu de la situation à fin 2016, aucune réserve de fluctuation de valeurs ne peut être constituée. La réserve de fluctuation de valeurs est en effet constituée de telle sorte que, après déduction de son montant de la fortune nette de prévoyance, le degré de couverture effectif global et le degré de couverture effectif des capitaux de prévoyance des assurés actifs continuent

à respecter le plan de financement relatif au régime de pensions. Le plan de financement n'étant plus respecté à fin 2016, cette réserve doit être entièrement dissoute.

Des mesures correctrices en ce qui concerne le plan de prestations devraient être envisagées afin de respecter dès que faire se peut le plan de financement adopté.

Toutefois, compte tenu du fait que la lettre c des dispositions transitoires de la modification du 17 décembre 2010 de la LPP prévoit que la Caisse devra soumettre en 2017 un plan de financement lui permettant d'atteindre le degré de couverture minimal visé à l'article 72a, al. 1, let. c d'ici à 2052 et que la Caisse a débuté en 2016, et continue à ce jour, un processus de révision de ses paramètres fondamentaux (espérance de performance, taux d'intérêt technique et plan de prestation), les mesures qui devraient être envisagées seront intégrées au processus de révision et au nouveau plan de financement.

V.10 Chemin de croissance

Dans le cadre des dispositions fédérales relatives au financement des caisses de pensions de droit public en capitalisation partielle, qui prévoient notamment un objectif d'un degré de couverture (ci-après DC) de 80% à l'horizon 2052, la Caisse a été tenue de soumettre à l'Autorité de Surveillance, pour le régime de pensions, un plan de financement permettant d'atteindre cet objectif et garantissant la couverture intégrale des engagements envers les pensionnés. L'expert de la Caisse a soumis à la BBSA pour approbation un chemin de financement prenant en compte l'augmentation des cotisations approuvée en novembre 2014 par le Grand Conseil ainsi que l'abaissement du taux d'intérêt technique à 3.25%. Sur la base du chemin proposé, le degré de couverture global du régime de pensions devrait s'élever au 1er janvier 2017 à 74.3%. La différence entre le DC effectif et le DC défini selon le plan de financement est entièrement dédiée à la réserve de fluctuation de valeurs (ci-après RFV). Le DC effectif au 31.12.2016 étant inférieur au DC défini selon le plan de financement, la RFV a été totalement dissoute.

VI. Explications relatives aux placements et au résultat net des placements

En matière de placement, le Comité exerce les compétences suivantes :

- > il adopte les directives de placement et les annexes y relatives, notamment celles concernant les allocations stratégiques ;
- > il adopte les directives relatives à l'exercice des droits de vote ;
- > il décide de la conclusion, de la modification et de la résiliation des mandats avec les partenaires financiers ;
- > il décide du changement de régime de l'allocation stratégique conformément à l'article 6.

La commission de placements exerce les tâches qui lui sont attribuées par le règlement sur les placements de la Caisse dans le cadre de la mise en oeuvre et surveillance de la stratégie de placement. Elle a notamment les compétences suivantes :

- > elle met en oeuvre et assure le suivi des directives de placements ;
- > elle met en oeuvre et assure le suivi des directives de comptabilisation, sous réserve des compétences de la commission immobilière ;
- > elle met en oeuvre et assure le suivi des directives relatives à l'exercice des droits de vote ;
- > elle procède aux investissements financiers et en assure le suivi ;
- > elle contrôle la bonne exécution des mandats de gestion confiés par la Caisse à des tiers ;
- > elle contrôle que les valeurs existantes dans la fortune de la Caisse ont été intégrées en totalité dans les comptes de la Caisse, au besoin avec la collaboration de la commission immobilière.

VI.1. Organisation de l'activité de placements, règlement de placements

Les placements financiers sont confiés aux établissements suivants :

- > Banque Cantonale de Fribourg – mandats pour la gestion de portefeuilles en actions suisses, en obligations suisses et en obligations étrangères ;
- > Crédit Suisse S.A. à Fribourg – mandat de gestion en actions suisses et étrangères ;
- > UBS S.A. à Fribourg – mandat de gestion en actions suisses et européennes ainsi qu'en obligations étrangères ;
- > IAM S.A. à Genève – mandat de gestion d'un portefeuille d'actions suisses ;
- > Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. à Fribourg – mandats pour la gestion d'un portefeuille mixte et un portefeuille en actions ;
- > Lombard Odier Asset Management S.A. à Genève – mandat de gestion en obligations étrangères ;
- > Pictet & Cie S.A. à Genève – mandats pour la gestion d'obligations et de fonds de placement en obligations étrangères.

Ces établissements ont tous reçu l'agrément de la FINMA.

Les immeubles de la Caisse sont en gérance auprès des régies suivantes :

- > Régie de Fribourg S.A., à Fribourg ;
- > Gerama S.A., à Fribourg ;
- > Weck Aeby & Cie S.A. à Fribourg ;
- > Régie Châtel S.A., à Châtel-St-Denis ;
- > Gérance Immobilière de la Broye S.A., à Estavayer-le-Lac ;
- > Gendre & Emonet Gérance et Fiduciaire S.A., à Montreux ;
- > Burriplus Immobilien Treuhand, à Berne.

VI.2. Utilisation des extensions avec résultat du rapport (art. 50 OPP 2 al. 4)

Conformément aux art. 49a et 50 OPP2, la Caisse a édicté un règlement de placements. Ce dernier prévoit des extensions aux possibilités de placements prévues aux art. 53 à 56a, al. 1 et 5, et 57 al. 2 et 3 OPP2.

Les analyses effectuées par la Caisse avec le concours de différents spécialistes externes ont déterminé, de manière concluante, que la répartition des actifs était conforme aux buts de la Caisse.

Le Comité a fixé la limite des investissements dans l'immobilier à 41% au lieu des 30% figurant à l'article 55 de l'OPP 2. Compte tenu de la fortune de la Caisse et du nombre important d'immeubles dont elle est propriétaire, il existe une réelle diversification de ses placements immobiliers. Ce dépassement n'augmente pas le profil de risque de la Caisse.

VI.3. Objectif de la réserve de fluctuation de valeurs

Selon l'art. 72a LPP, la Caisse, institution de droit public, peut déroger au principe du bilan en caisse fermée. En vertu de l'art. 48e OPP 2 et compte tenu de l'allocation stratégique choisie par la Caisse au moment de l'établissement du bilan, les réserves de fluctuation nécessaires avec un niveau de confiance statistique de 95% se montent à CHF 365.7 mios. Ce calcul prend en compte

la totalité des investissements, la répartition effective, la corrélation entre les différentes classes d'actifs ainsi que l'objectif de rendement de la Caisse.

Le niveau de réserve calculé considère un montant minimum à disposer sur un horizon d'une année, pour absorber une baisse des marchés, soit quelque 7 points du degré de couverture. Il est important de relever que le Comité de la Caisse analyse le problème du montant de l'objectif de réserve nécessaire à l'allocation des véhicules de placement dans le cadre de la stratégie de placement, compte tenu notamment aussi du taux d'intérêt technique fixé.

Limitations du modèle

Le calcul des réserves nécessaires se base sur l'hypothèse de normalité des rendements des actifs. Des études empiriques montrent que les actifs financiers peuvent s'écarter de la distribution normale. D'une part, les événements extrêmes ont tendance à se produire plus fréquemment que ne le prévoit la distribution normale. D'autre part, les rendements de certains actifs financiers sont asymétriques. En conséquence, l'objectif de réserves de fluctuation proposé sous l'hypothèse de normalité peut s'écarter de manière plus ou moins importante de la réalité économique.

VI.4. Limites de placements et allocation stratégique

LIMITES DE PLACEMENT OPP2				
Fortune au 31.12.2016: CHF 3'853.3 mios				
OPP2	Rubriques	Limites %	Limites Mios CHF	Dépassements Mios CHF
Limites individuelles				
54	Créances par débiteurs Liquidités + placements à termes + obligations	10% par débiteur	385.30	Aucun dépassement
54a	Actions suisses et étrangères	5% par participation	192.65	Aucun dépassement
54b/1	Biens immobiliers en Suisse et à l'étranger	5% par objet	192.65	Aucun dépassement
Limites par catégories				
54b/2	Avances obtenues sur biens immobiliers	30% de la valeur vénale par objet		Pas de rubrique au bilan
55	Titres hypothécaires lettres de gage	50% au max. 80% de la valeur vénale de l'ensemble des objets		Pas de rubrique au bilan
55b	Actions suisses et étrangères	50%	1'926.50	Aucun dépassement
55c	Biens immobiliers en Suisse et à l'étranger	30% dont 1/3 au max. à l'étranger	1'155.90	84.49
55d	Placements alternatifs	15%	577.95	Aucun dépassement
55e	Devises étrangères sans couverture de change	30%	1'155.90	Aucun dépassement
Placements auprès de l'employeur				
57	Placements auprès de l'employeur	5%		Pas de rubrique au bilan
57	Biens immobiliers utilisés à plus de 50% par l'employeur	5%	192.65	Aucun dépassement

Limites de placements SAA – Stratégie de placement – Strategic Asset Allocation

Véhicules de placement	Allocation Stratégique %	Marges tactiques		31.12.2016	
		Min %	Max %	Mios CHF	%
Liquidités	1	0.5	5	417	10.82
CHF		0.5	5	397	10.30
Autres		0	5	20	0.52
Obligations CHF	22	13	45	109	2.83
Comprend le poste créances figurant au bilan					
Prêts employeurs		0	25	0	
Prêts assurances		0	5	0	
Prêts banques		0	5	0	
Prêts communes		0	5	2	0.05
Obligations étrangères	8	3	15	472	12.25
Convertibles		0	10	38	0.99
Actions suisses	15	10	22	611	15.86
Actions étrangères	15	10	22	723	18.76
Immobilier	36	25	41	1'240	32.18
Non titrisé		25	41	1'240	32.18
Titrisé		0	3	0	0.00
Alternatifs	3	0	15	243	6.31
Hedge Funds		0	10	64	1.66
Private Equity		0	10	14	0.36
Matières premières		0	10	36	0.93
Autres		0	10	129	3.36
TOTAL	100			3'853	100.00
dont :					
Monnaies étrangères sans couverture de change	27	0	30	397	10.30

Des dépassements de la stratégie de placement existent au niveau des positions suivantes :

- liquidités 10.82% vs 5% au niveau de la marge tactique supérieure ;
- obligations CHF 2.83% vs 13% au niveau de la marge tactique inférieure ;

Les dépassements précités n'ont pas d'impact négatif sur le profil de risque de la Caisse.

VI.5. Instruments financiers dérivés en cours (ouverts)

Au 31.12.2016, la Caisse avait les contrats à terme ouverts suivant :

Dates		Vente		Achat		Contre-valeur en CHF au 31.12.16	Résultat en CHF au 31.12.16
de l'engagement	du dénouement	Code monnaie	Montant	Code devise	Montant		
15.09.2016	13.01.2017	USD	50'000'000	CHF	48'436'500	50'782'935	-2'346'435
28.09.2016	06.01.2017	EUR	250'000'000	CHF	272'000'000	268'013'900	3'986'100
03.11.2016	06.01.2017	CHF	107'781'000	EUR	100'000'000	-107'205'560	-575'440
03.11.2016	13.01.2017	USD	400'000'000	CHF	387'130'000	406'263'479	-19'133'479
06.12.2016	06.01.2017	EUR	100'000'000	CHF	108'284'000	107'205'560	1'078'440
07.12.2016	13.01.2017	CHF	100'746'500	USD	100'000'000	-101'565'870	819'370
Totaux au 31.12.16						623'494'444	-16'171'444

Le résultat négatif de quelque CHF 16 mios reflète la situation au 31.12.2016 de positions encore ouvertes. Ces pertes sont comptables dans le sens où les marchés devises évoluent constamment et que la position effective au moment où ce rapport est élaboré affiche un résultat comptable provisoire positif.

VI.6. Valeurs de marché et co-contractants des titres en securities lending

La Caisse n'autorise pas le securities lending.

VI.7. Explications du résultat net des placements

VI.7.1. Frais d'administration des placements financiers

(En milliers de CHF)	2016	2015
Frais de gestion des titres	2'786	3'043
Frais TER	5'204	3'844
Frais de consultants	49	96
Impôts à la source non récupérables	26	24
Frais de transactions et timbre fédéral	697	585
Totaux	8'762	7'592

Il convient de mentionner que les frais TER sont calculés sur la base des mouvements des capitaux de l'année et non pas sur les valeurs au 31 décembre. L'accroissement des frais de gestion des titres est entre autres lié à l'augmentation des positions d'investissements dans des fonds de placement décidés par le Comité, ce qui a permis de diminuer considérablement les positions en liquidités notamment. L'augmentation est aussi due en partie aux frais des nouveaux placements dans les positions alternatives. Reportés à l'ensemble des placements, les frais totaux représentent 0.22% de l'ensemble des positions des placements (cf chi VI.7.2 ci-après), ce qui est tout à fait en ligne avec le marché.

(En milliers de CHF)	Intérêts Dividendes	Gains réalisés	Pertes réalisées	Gains non réalisés	Pertes non réalisées	Frais	Totaux 2016
Liquidités et placements monétaires	900	86	-940	5'097	-5'454	-4	-315
Changes à terme		10'717	-5'860	5'884	-22'055		-11'314
Obligations suisses	710	35	-57	211	-367		532
Obligations étrangères	10'254	1'253	-865	10'511	-10'145		11'008
Actions suisses	12'470	810	-9'809	14'589	-35'514		-17'454
Actions étrangères	8'319	19'342	-9'309	48'557	-964		65'945
Fonds de placements immobiliers	1'280			8'251	-263		9'268
Placements alternatifs	2'515	3'380	-16	5'016	-5'000		5'895
Participations	350			392			742
Frais d'administration des placements financiers						-8'762	-8'762
Résultat net des placements financiers	36'798	35'623	-26'856	98'508	-79'762	-8'766	55'545
	Loyers	Gains réalisés	Pertes réalisées	Ajustements de valeurs	Charges d'exploitation		
Immeubles	62'381			-18'247	-13'030*		31'104
Résultat net des placements							86'649

* Présentés dans les produits d'immeubles au niveau du compte d'exploitation

VI.7.2. Frais de gestion des investissements collectifs

Taux de transparence des coûts (en milliers de CHF)	Montant	Rapport
Total des investissements transparents	3'839'442	99.7%
Total des investissements collectifs non transparents	12'298	0.3%
Investissement global	3'851'740	100.0%

Le taux de transparence des coûts est de 99.56%

Coûts de la gestion des biens attribués (en milliers de CHF)	Montant	Rapport *
Coûts de gestion des biens comptabilisés directement dans le compte d'exploitation	3'558	0.09%
Indicateur de coûts des investissements collectifs avec transparence des coûts	5'204	0.13%
Total des coûts de gestion et des biens attribués dans le compte d'exploitation	8'762	0.22%

* en % des investissements transparents

Coûts des investissements collectifs transparents par catégorie d'investissement Catégorie d'investissement (en milliers de CHF)	
Obligations suisses	8
Obligations étrangères	846
Actions suisses	191
Actions étrangères	820
Fonds de placements immobiliers	1'280
Placements alternatifs	2'059
Total des investissements collectifs	5'204

Liste des investissements collectifs non transparents au bouclement (en milliers de CHF)				
ISIN	Emetteur	Description	Quantité	Valeur du marché
Placements alternatifs				
19106072	SG Issuer SA	3.75% Credit Linked Notes	1'000'000	1'034
31342498	Partners Group	Direct Infrastructure	2'701	2'704
25357666	Partners Group	Gobal Value	7'721	8'560
Total des investissements non transparents				12'298

VI.7.3. Performance des placements

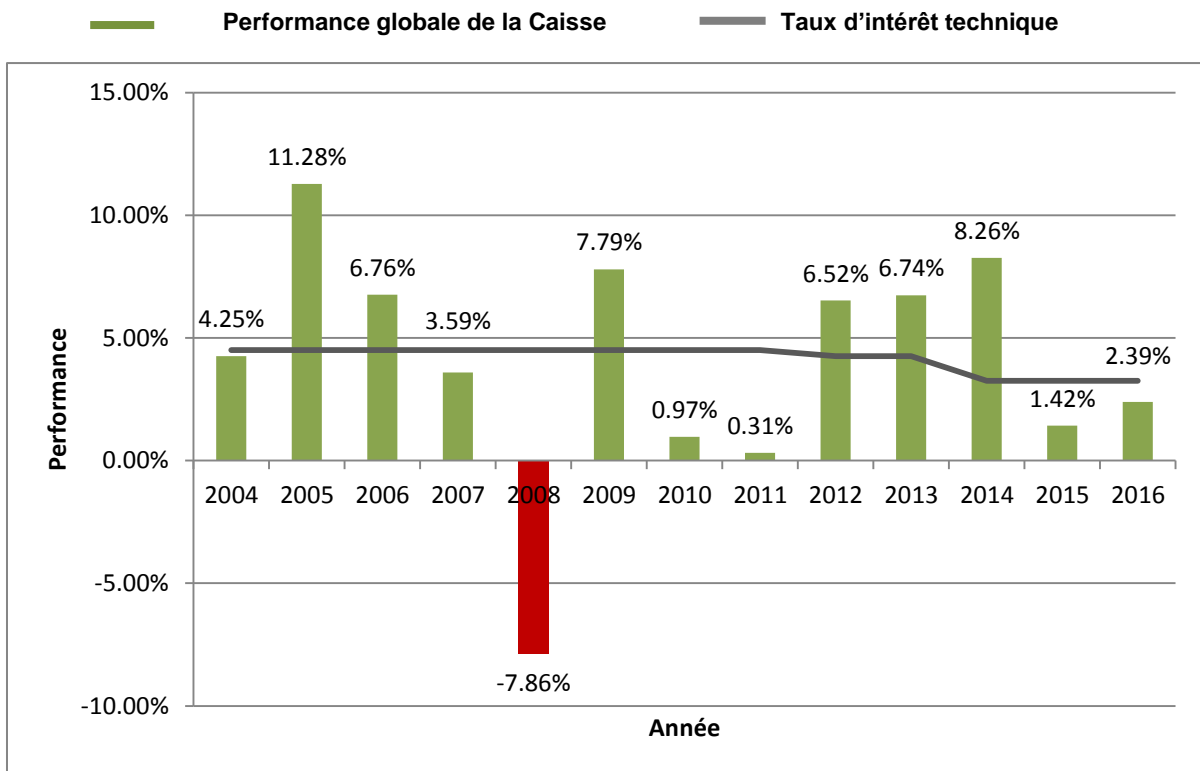
Le détail de la performance nette de l'ensemble des placements de la Caisse pour l'exercice 2016 se présente comme suit :

Genre de placements	Performance	
	2016	2015
Liquidités et placements à terme (CHF + monnaies étrangères)	-3.59	-2.04
Prêts	-	0.56%
Obligations suisses	2.15%	-0.54%
Obligations étrangères	1.66%	-6.61%
Actions suisses	-2.33%	3.72%
Actions étrangères	10.11%	-0.03%
Fonds de placement immobilier suisses	6.05%	5.89%
Fonds de placement immobilier étrangers	1.30%	-
Participations	39.82%	7.99%
Placements alternatifs	2.15%	2.81%
Total des placements financiers	2.12%	0.03%
Immeubles	3.08%	5.06%
Total des placements immobiliers	3.08%	5.06%
Total des placements	2.39%	1.42%

La performance négative de 3.59% des liquidités et placements à terme reflète les pertes effectives consécutives aux opérations de couvertures des monnaies étrangères. Il convient de mentionner que ces pertes sont compensées par une augmentation de même ampleur des titres libellés en monnaies étrangères et détenus dans les portefeuilles.

La performance relative aux participations concerne exclusivement la Régie de Fribourg SA qui a pu verser à son actionnaire un dividende supérieur à l'année précédente.

Evolution de la performance globale de la Caisse



Année	Performance globale de la Caisse	Taux technique
2004	4.25%	4.50%
2005	11.28%	4.50%
2006	6.76%	4.50%
2007	3.59%	4.50%
2008	-7.86%	4.50%
2009	7.79%	4.50%
2010	0.97%	4.50%
2011	0.31%	4.50%
2012	6.52%	4.25%
2013	6.74%	4.25%
2014	8.26%	3.25%
2015	1.42%	3.25%
2016	2.39%	3.25%
Moyenne	4.03%	4.17%

VI.8. Immeubles

VI.8.1. Généralités

Au 31 décembre 2016, la Caisse est propriétaire de 156 immeubles construits, représentant 7'458 objets, soit 3'194 appartements, 4'026 garages et places de parc et 238 locaux commerciaux.

VI.8.2. Evolution des valeurs 2016 du parc immobilier (en milliers de CHF)

Désignation	Immeubles construits	Immeubles en cours de mise en valeur	Terrains à bâtir	Immeubles en construction	Rénovations	TOTAL
Valeurs actuelles au 1.1.2016	954'337	12'890	12'717	28'109	2'120	1'010'173
Mouvement 2016						
Acquisitions / • constructions / rénovations	25'015		4'203	26'585	4'075	59'878
• Ventes 2016	25					-25
• Mutations de groupe	4'974	29'376	-3'813	-25'563	-4'974	00
Adaptations aux • valeurs actuelles du 31.12.2016	-19'377		1'130			-18'247
Valeurs actuelles au 31.12.2016	964'924	42'266	14'237	29'131	1'221	1'051'779

Le taux moyen de capitalisation des « Immeubles construits » s'élève à 5.93% au 31 décembre 2016, contre 5.84% au 31 décembre 2015.

Le tableau ci-dessus affiche une adaptation aux valeurs réelles négatives de quelque CHF 19 mios. Cette adaptation résulte de la *Directive réglant l'évaluation et les principes de comptabilisation des actifs* qui détermine le taux de capitalisation des immeubles construits. Ce taux fait actuellement l'objet d'une nouvelle évaluation, car il était initialement calqué sur le taux d'intérêt technique de l'époque qui se situait à 4.5%. Les nouveaux immeubles acquis étant évalués avec les mêmes règles, leur valeur portée au bilan est inférieure aux prix payés, avec des adaptations à la baisse de l'ordre de CHF 10 mios.

VI.8.3. Résultats 2016 des immeubles (en milliers de CHF)

Désignation	Immeubles construits	Immeubles en cours de mise en valeur	Terrains à bâtir	Immeubles en construction	TOTAL
Adaptations des objets immobiliers aux valeurs actuelles du 31.12.2016	-19'377		1'130		-18'247
Résultats sur ventes					
Résultats d'exploitation (y. c. produits et charges communs)	47'578	1'319	-79	533	49'351
Résultats globaux 2016	28'201	1'319	1'051	533	31'104
<u>Performances 2016</u>					
Immeubles construits					2.92%
Parc immobilier					3.08%
<u>Performances 2015</u>					
Immeubles construits					5.16%
Parc immobilier					5.06%

Les performances annuelles 2016 sont déterminées sur la base des résultats globaux du parc immobilier par rapport aux « valeurs réelles » au 1er janvier 2016.

La baisse de la performance est notamment due aux éléments suivants : premièrement, des baisses de loyers ont été appliquées sur nos appartements eu égard à la baisse du taux hypothécaire de référence ; deuxièmement, la Caisse a procédé à de nombreuses rénovations sans pouvoir adapter les loyers à la hausse, compte tenu de ce qui précède. Les rénovations et les changements de locataires ont permis de maintenir les prix de location sans pouvoir toutefois capitaliser les fonds investis, ce qui se traduit par une baisse des performances.

Enfin, et conformément au point VI.8.2 évoqué ci-dessus, la baisse de performance est surtout affectée par la règle d'évaluation des immeubles du parc acquis en 2016 et dont la valeur au bilan est inférieure de quelque CHF 10 millions aux prix payés.

Au résultat global de CHF 31.104 millions, il faut ajouter le résultat net des fonds de placements immobiliers qui est de CHF 9.268 millions. Le résultat net des placements immobiliers, tel que figurant dans le compte d'exploitation, est par conséquent de CHF 40.372 millions.

VI.8.4. Informations diverses

Des intérêts intercalaires sur les immeubles en construction, représentant un montant de CHF 361'101, figurent dans les rendements immobiliers du compte d'exploitation.

Les valeurs d'assurance incendie des immeubles construits s'élèvent à CHF 979'987'820.

Engagements pris pour de futurs investissements :

Libellé	Devise	Engagement initial	Montant déjà investi	Solde Engagement	Taux de change	Solde Engagement - CHF
Swiss Life REF (LUX) German Core Real Estate SCS	EUR	30'000'000	20'538'858	9'461'142	1.07235	10'145'656
Sarasin Sustainable Properties European Cities	EUR	15'000'000	-	15'000'000	1.07235	16'085'250
Partners Group Global Value 2014 SCA	EUR	15'000'000	7'933'599	7'066'401	1.07235	7'577'655
Partners Group Direct Infrastructure 2015 SCA	EUR	15'000'000	2'696'105	12'303'895	1.07235	13'194'082

Libellé	Devise	Engagement initial	Montant déjà investi	Solde Engagement	Taux de change	Solde Engagement - CHF
Credit Suisse Multi-Manager Real Estate Global	CHF	37'000'000	16'650'000	20'350'000	1	20'350'000
SIRESO SA	CHF	9'818'475	2'331'096	7'487'379	1	7'487'379
TOTAL						74'840'022

Frais d'administration :

Depuis cette année, l'intégralité des coûts d'administration figure sous le poste *Frais d'administration* (d'où l'augmentation de poste de quelque CHF 375'000). La hausse reflète non seulement l'engagement d'un contrôleur des investissements, mais aussi à la mise en compte intégrale des salaires et frais des collaborateurs actifs dans l'immobilier.

Selon les chiffres de la comptabilité, les frais de dossiers des personnes assurées (personnes actives et pensionnées confondues) se situent aux environs des CHF 100, ce qui est très réjouissant, sachant que la Caisse assume elle-même l'entier de ses activités. Le coût par dossier précité se résume à la prise en compte de tous les frais liés à la gestion des comptes des assurés exclusivement.

VII. Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation

Indication sur les titres de participation (rubrique « Participations »)

Sociétés	Capital-actions	Quote-part	
		2016	2015
Régie de Fribourg SA, Fribourg	CHF 110'000	100.00%	100.00%
Capital Risque Fribourg SA, Fribourg	CHF 7'500'000	10.00%	10.00%

VIII. Demandes de l'Autorité de surveillance

La BBSA a pris connaissance des comptes 2015 et n'a pas formulé de remarques significatives.

IX. Autres informations relatives à la situation financière

IX.1. Découvert / Explication des mesures prises

Le degré de couverture est défini conformément à la LPP et à ses dispositions d'application (art. 44 OPP 2). Il est calculé au 1^{er} janvier de chaque année sur la base de la fortune au 31 décembre de l'exercice précédent.

En tant qu'institution de prévoyance d'une collectivité publique, la Caisse peut déroger au principe du bilan en caisse fermée aux conditions définies par les articles 72a et 72c LPP (cf point V.9 pour plus de détails).

IX.2. Procédures juridiques en cours

Aucune procédure en cours.

IX.3. Mise en gage d'actifs

Les cédulas hypothécaires libres de gage sont déposées dans les coffres de la Caisse.

X. Événements postérieurs à la date du bilan

Néant.

Les comptes 2016, soit le rapport de gestion, le bilan, le compte P&P et les annexes ont été examinés et approuvés par le Comité en date du 16 mars 2017.

Fribourg, le 16 mars 2017

Bilan technique

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

en CHF

	31.12.2016	31.12.2015
Total de l'actif	3'853'331'480	3'710'578'942
Dettes	- 12'345'255	- 9'203'642
Compte de régularisation du passif	- 4'140'504	- 3'663'117
FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE (FP)	3'836'845'721	3'697'712'183
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions	2'617'226'615	2'538'166'061
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	6'943'533	5'714'154
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime complémentaire	9'713'400	5'401'819
Capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions du régime de pensions ¹	2'513'127'353	2'400'305'171
Capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions du régime LPP ¹	9'988'373	10'030'694
Capitaux de prévoyance	5'156'999'274	4'959'617'899
Provision de longévité des assurés actifs ²	26'172'266	0
Provision de longévité des bénéficiaires de pensions ³	50'349'866	28'864'108
Provision de revalorisation de la somme des salaires assurés	0	0
Provision d'adaptation des pensions	0	0
Provision pour abaissement futur du taux d'intérêt technique	0	0
Provision pour fluctuation des risques dans le régime complémentaire	1'400'000	0
Provision pour événements spéciaux	0	0
Provisions techniques	77'922'132	28'864'108
CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)	5'234'921'406	4'988'482'007
RESERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)	0	40'444'361
EXCEDENT TECHNIQUE ⁴	- 1'398'075'685	- 1'331'214'185
DEGRE DE COUVERTURE ⁵	73.3 %	73.3 %
DEGRE DE COUVERTURE LEGAL (Article 44 alinéa 1 OPP2) ⁶	73.3 %	74.1 %
<i>Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs</i>	<i>365'700'000</i>	<i>361'000'000</i>

Remarques :

- 1) Bases techniques: VZ 2010 (P2012) à 3.25 %
- 2) 0.25 % des capitaux de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions par année.
- 3) 0.50 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.
- 4) = FP - CP - RFV.
- 5) = [FP - RFV] / CP .
- 6) = FP / CP.

Bilan technique selon le système financier statutaire ¹

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

en CHF

	31.12.2016	31.12.2015
Total de l'actif	3'853'331'480	3'710'578'942
Dettes	- 12'345'255	- 9'203'642
Compte de régularisation du passif	- 4'140'504	- 3'663'117
FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE (FP)	3'836'845'721	3'697'712'183
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions	1'944'599'375	1'857'937'557
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	6'943'533	5'714'154
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime complémentaire	9'713'400	5'401'819
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime de pensions ²	1'867'253'623	1'757'023'385
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime LPP ²	9'988'373	10'030'694
Capitaux de prévoyance ³	3'838'498'304	3'636'107'609
Provision de longévité des assurés actifs ⁴	19'445'994	0
Provision de longévité des bénéficiaires de pensions ⁵	37'460'460	21'160'213
Provision de revalorisation de la somme des salaires assurés	0	0
Provision d'adaptation des pensions	0	0
Provision pour abaissement futur du taux d'intérêt technique	0	0
Provision pour fluctuation des risques dans le régime complémentaire	1'400'000	0
Provision pour événements spéciaux	0	0
Provisions techniques	58'306'454	21'160'213
CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)	3'896'804'758	3'657'267'822
RESERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)	0	40'444'361
EXCEDENT TECHNIQUE ⁶	- 59'959'037	0

DEGRE D'EQUILIBRE ⁶	98.5 %	100.0 %
DEGRE D'EQUILIBRE (sans RFV) ⁷	98.5 %	101.1 %

<i>Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs</i>	<i>365'700'000</i>	<i>361'000'000</i>
---	--------------------	--------------------

Remarques :

1) Le système financier statutaire applicable est le régime de capitalisation partielle compte tenu du plan de financement proposé pour le régime de pensions et la capitalisation intégrale pour le régime LPP et le régime complémentaire. Au 31 décembre 2016, le plan de financement prévoit une couverture de 74.3 % des engagements du régime de pensions.

2) Bases techniques: VZ 2010 (P 2012) au taux d'intérêt technique de 3.25 %

3) Selon le système financier appliqué.

4) 0.25 % des capitaux de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions par année.

5) 0.50 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.

6) = FP - CP - RFV.

6) = [FP - RFV] / CP .

7) = FP / CP.

Bilan technique du régime de pensions selon l'art. 72a LPP

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

en CHF

	31.12.2016	31.12.2015
Total de l'actif	3'853'331'480	3'710'578'942
Dettes	- 12'345'255	- 9'203'642
Compte de régularisation du passif	- 4'140'504	- 3'663'117
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	- 6'943'533	- 5'714'154
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime complémentaire	- 9'713'400	- 5'401'819
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime LPP ¹	- 9'988'373	- 10'030'694
Provision de longévité du régime LPP	- 196'534	- 118'230
Provision pour fluctuation des risques dans le régime complémentaire	- 1'400'000	0
FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE DU REGIME DE PENSIONS (FP)	3'808'603'881	3'676'447'286
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions	2'617'226'615	2'538'166'061
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime de pensions ¹	2'513'127'353	2'400'305'171
Capitaux de prévoyance	5'130'353'968	4'938'471'232
Provision de longévité des assurés actifs ²	26'172'266	0
Provision de longévité des bénéficiaires du régime de pensions ³	50'153'332	28'745'878
Provision de revalorisation de la somme des salaires assurés	0	0
Provision d'adaptation des pensions	0	0
Provision pour abaissement futur du taux d'intérêt technique	0	0
Provision pour événements spéciaux	0	0
Provisions techniques	76'325'598	28'745'878
CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)	5'206'679'566	4'967'217'110
RESERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)	0	40'444'361
RESERVE DE FLUCTUATION DANS LA REPARTITION (RFR)	0	0
EXCEDENT TECHNIQUE ⁴	- 1'398'075'685	- 1'331'214'185
DEGRE DE COUVERTURE GLOBAL DU REGIME DE PENSIONS ⁵	73.1 %	73.2 %
DEGRE DE COUVERTURE DES ACTIFS DU REGIME DE PENSIONS ⁶	47.1 %	47.6 %
DEGRE DE COUVERTURE DES BENEFICIAIRES DU REGIME DE PENSIONS ⁷	100.0 %	100.0 %
<i>Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs</i>	<i>365'700'000</i>	<i>361'000'000</i>

Remarques :

- 1) Bases techniques: VZ 2010 (P 2012) au taux d'intérêt technique de 3.25 %
- 2) 0.25 % des capitaux de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions par année.
- 3) 0.50 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.
- 4) = FP - CP - RFV.
- 5) = [FP - RFV - RFR] / CP.
- 6) = [FP - RFV - RFR - CPB - PTB] / (CPA + PTA).
- 7) = [FP - RFV - RFR] / (CPB + PTB), au maximum 100%

Au Comité de la
**Caisse de prévoyance du
personnel de l'Etat de Fribourg**
Fribourg

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels 2016

(Période du 1.1. au 31.12.2016)

Le 16 mars 2017
40784/17'064'819/2151'0209/3-4
YHA/DBR

RAPPORT DE L'ORGANE DE RÉVISION

Au Comité de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg, Fribourg

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg, comprenant le bilan, le compte d'exploitation et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016.

Responsabilité du Comité

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales, à la loi du 12 mai 2011 (LCP) et aux règlements, incombe au Comité. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Comité est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'expert en matière de prévoyance professionnelle

Le Comité désigne pour la vérification, en plus de l'organe de révision, un expert en matière de prévoyance professionnelle. Ce dernier examine périodiquement si l'institution de prévoyance offre la garantie qu'elle peut remplir ses engagements et si les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations et au financement sont conformes aux dispositions légales. Les provisions nécessaires à la couverture des risques actuariels se calculent sur la base du rapport actuel de l'expert en matière de prévoyance professionnelle au sens de l'art. 52e al. 1 LPP en relation avec l'art. 48 OPP 2.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses (NAS). Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées et du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Base de notre opinion d'audit assortie d'une réserve

Les immeubles sont évalués individuellement à la valeur de rendement capitalisé sur la base des états locatifs bruts au moyen d'un objectif de rendement net de 4.5% auquel s'ajoute les frais fixes, le risque de vacances, une majoration pour affectation spécifique et des besoins prévisibles en rénovation sur une durée de dix ans. Les taux de capitalisation, calculés de cette manière depuis plusieurs années, ne sont pas en ligne avec les taux du marché. Les immeubles sont ainsi sous évalués d'un montant important. Le Comité est conscient de cette situation et a mis en place une démarche pour déterminer le taux de capitalisation applicable aux immeubles de la CPPEF comme expliqué dans l'annexe sous VI.8.2.

La valorisation des immeubles à la valeur du marché aurait un impact sur le degré de couverture, à savoir que le degré de couverture pourrait être supérieur au chemin de croissance validé par le Comité et l'Autorité de surveillance (BBSA).

Opinion d'audit avec réserve

Selon notre appréciation, les comptes annuels de l'exercice arrêté au 31 décembre 2016 sont conformes à la loi suisse, à la loi du 12 mai 2011 (LCP) et aux règlements, à l'exception des conséquences de la situation exposée au paragraphe "Base de notre opinion d'audit assortie d'une réserve".

Autres circonstances

Les comptes annuels de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg arrêtés au 31 décembre 2015 ont été vérifiés par un autre organe de révision. Celui-ci a délivré, dans son rapport du 16 mars 2016, une opinion d'audit non modifiée.

Rapport sur d'autres dispositions légales et réglementaires

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément (art. 52b LPP) et d'indépendance (art. 34 OPP 2) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Nous avons également procédé aux vérifications prescrites aux art. 52c al. 1 LPP et 35 OPP 2. Le Comité répond de l'exécution de ses tâches légales et de la mise en œuvre des dispositions statutaires et réglementaires en matière d'organisation, de gestion et de placements.

Nous avons vérifié :

- si l'organisation et la gestion étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires et s'il existait un contrôle interne adapté à la taille et à la complexité de l'institution ;
- si les placements étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires ;
- si les mesures destinées à garantir la loyauté dans l'administration de la fortune avaient été prises et si le respect du devoir de loyauté ainsi que la déclaration des liens d'intérêts étaient suffisamment contrôlés par l'organe suprême ;
- si, en cas de découvert, l'institution de prévoyance avait pris les mesures nécessaires pour rétablir une couverture complète ;
- si les indications et informations exigées par la loi avaient été communiquées à l'autorité de surveillance ;
- si les actes juridiques passés avec des personnes proches qui nous ont été annoncés garantissaient les intérêts de l'institution de prévoyance.

Les limites réglementaires applicables aux placements en liquidités et en obligations CHF ont été dépassées à plusieurs reprises durant l'exercice sous revue et n'étaient pas non plus respectées à la date de clôture du bilan.

Nous attestons que les dispositions légales, statutaires et réglementaires applicables en l'espèce ont été respectées, à l'exception des conséquences de la situation exposée au paragraphe précédent relative aux placements.

Les comptes annuels présentent un découvert de CHF 59'959'037 et un degré de couverture de 73.3%. Ce taux de couverture est inférieur au chemin de croissance déterminé par l'expert en matière de prévoyance professionnelle et validé par le Comité et l'autorité de surveillance. Les taux de couverture initiaux au sens de l'art. 72a, al. 1, let. b LPP sont toujours atteints. Ainsi, et conformément à l'art. 72e LPP, la Caisse ne doit pas prendre les mesures prévues aux art. 65c à 65e LPP. En vertu de l'art. 35a al. 2 OPP 2, nous devons constater dans notre rapport si les placements concordent avec la capacité de risque de l'institution de prévoyance en découvert. Selon notre appréciation, nous constatons :

- que le Comité assume sa tâche de gestion de manière explicite dans le choix d'une stratégie de placement adaptée à la capacité de risque, telle qu'expliqué dans l'annexe aux comptes annuels sous VI - Explications relatives aux placements et aux résultats nets des placements ;

- que le Comité respecte les prescriptions légales en matière de placements, à l'exception des dépassements sur les liquidités et les obligations CHF, et a notamment déterminé la capacité de risque en appréciant tous les actifs et les passifs en fonction de la situation financière effective ainsi que de la structure et des développements à attendre dans l'effectif des assurés ;
- que les placements auprès de l'employeur sont conformes aux dispositions légales ;
- que les placements sont en conformité avec les dispositions des art. 49a et 50 OPP 2 compte tenu des explications qui précèdent ;
- que les mesures visant à résorber le découvert sont en cours d'analyse par le Comité, avec le concours de l'expert en matière de prévoyance professionnelle, tel qu'expliqué sous V7 - Résultats de la dernière expertise actuarielle ;
- que le Comité nous a confirmé surveiller l'efficacité des mesures visant à résorber le découvert et adapter les mesures à l'évolution de la situation.

Nous constatons que la possibilité de résorber le découvert et que la capacité de risque concernant les placements dépendent également d'événements imprévisibles, tels que l'évolution des marchés financiers et de la situation de l'employeur.

En dépit de la réserve énoncée sous "Base de notre opinion d'audit assortie d'une réserve", nous recommandons d'approuver les comptes annuels présentés.

Fribourg, le 16 mars 2017

BDO SA



Yvan Haymoz

Expert-réviseur agréé



Didier Bridy

Expert-réviseur agréé
Auditeur responsable

Freiburg, 16. März 2017

Verwaltungsbericht 2016

Die Aufgabe der Pensionskasse des Staatspersonals Freiburg (die Kasse) besteht darin, im Rahmen der beruflichen Vorsorge Leistungen im Alter, bei Invalidität und im Todesfall zu versichern. Die rechtliche Grundlage dafür bildet das Gesetz über die Pensionskasse des Staatspersonal (PKG), welches 2012 in Kraft getreten ist. Die Annahme des neuen Finanzierungsplans durch den Grossen Rat im November 2014 führte per 1. Januar 2017 zu einer Erhöhung der Beiträge von 9.5% auf 10.66% für die versicherten Personen und von 13.00% auf 15.24% für die Arbeitgeber. Nicht nur der Staat Freiburg ist von dieser Änderung betroffen, sondern auch die etwa fünfzig angeschlossenen externen Institutionen.

Vorstandsmitglieder und Personen, die für die Kasse arbeiten

Der Vorstand ist das Führungsorgan der Kasse. Er beaufsichtigt und kontrolliert die Verwaltung und vertritt die Kasse nach aussen. Er ist paritätisch aus Vertretern der Versicherten und Arbeitgeber zusammengesetzt.

Im Verlaufe des Jahres 2016 hat der Vorstand mit Unterstützung zweier externer Finanzmarktspezialisten, die eng mit der Anlagekommission zusammenarbeiten, seine eigenen Vermögensverwaltungskompetenzen gestärkt.

Im 2016 hat die Kasse ihre umsichtige Anlagetätigkeit weiter verstärkt und sich zudem einen in der Umsetzung und Überwachung der Anlagetätigkeit aktiven Mitarbeiter an Bord geholt. Seine Aufgabe besteht zum einen darin, eine interne und externe Kontrolle der Investitionen und Verwaltungsmandate durchzuführen, und zum anderen, der Anlagekommission und dem Vorstand der Kasse Investitionsvorhaben vorzulegen.

Vermögensanlagen

Um die Sicherheit, die Rentabilität, die entsprechende Aufteilung der Risiken und eine ausreichende Liquidität zu gewährleisten, wird das Vermögen der Kasse in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des BVG und der BVV2 angelegt.

> Wertschriftenanlagen

Im Jahr 2016 hat die Kasse eine Rendite von 2.39% erzielt. Das Jahr war in vielerlei Hinsicht turbulent und ereignisreich. Die Aktienmärkte waren während der ersten sechs Wochen stark rückläufig aufgrund von Bedenken über die wirtschaftlichen Bedingungen in den USA und die Stärke der chinesischen Wirtschaft. Dieser Abwärtstrend wurde Mitte Februar durch positive Konjunkturindikatoren aus den Industrie- und Schwellenländern sowie den angekündigten Unterstützungsmassnahmen aus China umgekehrt. Die Aktienbewegungen fanden eine Fortsetzung mit Zu- und Abnahmen bis zur britischen Abstimmung über den Austritt aus der EU, deren Erfolg die Finanzmärkte überrascht hat. Während die britische Währung logischerweise unter Druck geraten ist, haben vor allem die englischen Aktien und, in geringerer Masse, auch die europäischen, die in den Tagen nach

der Abstimmung an Wert verloren haben, ein paar Wochen später erneut an Boden gut gemacht. Eine zweite grosse Überraschung war das Ergebnis der Präsidentschaftswahlen in den USA, das von den Aktienmärkten und der Währung USD, welche bis in die letzten zwei Monate des Jahres stark zugelegt haben, wider Erwarten sehr positiv aufgenommen wurde. Wegen der besseren wirtschaftlichen Aussichten in den Industrieländern setzte für die wichtigsten langfristigen Zinsen eine Aufwärtsbewegung ein, mit einem entsprechenden Rückgang der Kurse von Staatsanleihen.

Der SPI für Schweizer Aktien hat den allgemeinen Aufwärtstrend nicht mitgemacht und das Jahr sogar mit einem Minus abgeschlossen. Da die SNB ihre im Jahr 2015 eingeleitete Geldpolitik weiterverfolgte, blieben die kurzfristigen Zinsen negativ. Abgesehen von den sehr langen Laufzeiten blieb der Zinssatz des Schweizer Kapitalmarkts ebenfalls negativ. Der Referenzzinssatz für zehnjährige Bundesanleihen begann und beendete das Jahr 2016 auf dem etwa gleich hohen Niveau, aber im Verlauf des Jahres schwankte das Niveau aufgrund der oben erwähnten Ereignisse sehr stark. Er erlebte sogar einen negativen Rekord von -0.62% nach der Brexit-Abstimmung!

Trotz dieses unruhigen Kontextes hat die Kasse mit ihrem Portfolio eine positive Rendite von 2.39% erwirtschaftet. Die wichtigsten Anlagekategorien, die zur positiven Performance beigetragen haben, waren die direkten und indirekten Immobilienanlagen, die globalen Aktien und Obligationen, Anlagen im Zusammenhang mit Versicherungen (ILS) und CHF-Obligationen. Im Gegensatz dazu hatten Schweizer Aktien einen negativen Einfluss auf die Performance.

> Immobilien

In Düringen, im Chännelmatte-Quartier, sind die letzten beiden (von drei) Liegenschaften mit 16 bzw. 12 Wohnungen mit Erfolg dem Mietmarkt übergeben worden. In Bulle sind zwei Liegenschaften im Pra-Quartier mit grossem Erfolg zur Erstvermietung freigegeben worden; die 45 Wohnungen haben in Rekordzeit Abnehmer gefunden. Schöner Erfolg auch in Estavayer: Anfang Jahr sind drei Liegenschaften mit je 25 Wohnungen erstvermietet worden. Bei so vielen Wohnungen, die in so kurzer Zeit auf den Markt kommen (75 Wohnungen in 6 Monaten), dauert es normalerweise ein gutes Jahr, bis alle vermietet sind. Der künftige Bau einer Liegenschaft für Senioren in Marly kann im Verlaufe des Jahres 2017 beginnen, da die Einsprachen, welche das öffentliche Auflageverfahren verzögert haben, ausgeräumt werden konnten.

Auch für das Projekt in Châtel-Saint-Denis konnten mit den Einsprechenden Lösungen gefunden werden. Das überarbeitete Projekt kann nun weiter vorangetrieben werden. Die Arbeiten für Seniorenwohnungen in Léchelles sind im Gange, und das Gebäude sollte bis Ende Juni 2017 bezugsbereit sein. Der Bau von drei Gebäuden in Farvagny hat Ende Jahr mit den Erdverschiebungsarbeiten und den ersten Fundamenten begonnen.

In Sidiers ist ein Projekt, in dem die Kasse als Generalunternehmer auftritt und das am Ende 67 Wohnungen umfassen wird, in Gang gesetzt worden. Die Erdverschiebungsarbeiten haben ebenfalls Ende 2016 begonnen. Immer noch im Wallis, aber diesmal in Martigny hat die Kasse Land für ein Projekt bestehend aus vier Liegenschaften (52 Wohnungen) erworben. Mehrere Auflageverfahren wurden für Projekte in Ursy (62 Wohnungen) und Grolley (88 Wohnungen) eingeleitet.

Das Pra-Quartier in Bulle boomt, seit sowohl der DBP (Detailbebauungsplan) für die «Parquetterie» vorbereitet als auch ein Folgeprojekt Pra II (genannt Pra SUD) entwickelt wird.

Versicherungstechnisches Gutachten und ALM-Studie

Die Kasse hat im Jahr 2016 keine neue Asset-Liability-Studie (ALM: Analyse der Kongruenz zwischen Aktiven und Passiven) durchgeführt. Die letzte aus dem Jahr 2014 ist immer noch gültig, aber die Renditeerwartungen wurden aktualisiert. Diese sind über die nächsten zehn Jahre des entsprechend der Anlagestrategie der Kasse in den Finanzmärkten investierten Alterskapitals zurückgegangen. Gekoppelt mit der demographischen Alterung und der zunehmenden Langlebigkeit muss die Kasse in den kommenden Jahren die entsprechend gewährten Leistungen und/oder die Höhe der Beiträge wiederum anpassen. Eine Arbeitsgruppe aus Vorstandsmitgliedern wurde ins Leben gerufen, um diesbezügliche Vorschläge zu machen. Die erneute Senkung des technischen Zinssatzes der Schweizerischen Kammer der Pensionskassenexperten von 2.75% auf 2.25% bedeutet für die Kasse eine abermalige deutliche Erhöhung der versicherungstechnischen Verpflichtungen. Der Kassenvorstand wird binnen kurzem Entscheidungen treffen müssen im Wissen darum, dass der von der Kasse angewandte Zins heute noch 3.25% beträgt. Die vorgenannte Arbeitsgruppe untersucht insbesondere jene Parameter, nach denen es möglich wäre, zu handeln. Alle Möglichkeiten werden in Betracht gezogen, einschliesslich der Kosten und Folgen eines Wechsels vom derzeitigen Leistungsprimat auf Basis des durchschnittlichen aufgewerteten Karrierelohns in ein Beitragsprimat. Die Entwicklung des technischen Zinssatzes, der stetige Anstieg der Lebenserwartung in Verbindung mit stark reduzierten Ertragsprognosen auf den Anlagemärkten und die äusserst niedrigen, ja sogar zum Teil negativen Zinsen werden dazu führen, dass der Kassenvorstand noch vor Ende dieses Jahres Massnahmen ergreifen wird, um das strukturelle Gleichgewicht der Kasse bei der Finanzierung gemäss Artikel 9 Abs. 5 PKG zu gewährleisten.

Deckungsgrad und Wachstumspfad

An dieser Stelle sei daran erinnert, dass die Kasse eine öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung ist, welche nach dem System der Teilkapitalisierung funktioniert und als solche verpflichtet ist, einen Finanzierungsplan für die in Frage stehende Vorsorgeregelung vorzuschlagen, der zumindest den Anfangsdeckungsgrad gemäss Art. 72a BVG garantiert. Der anfängliche Gesamtdeckungsgrad betrug am 1. Januar 2012 für den Pensionsplan 66.9% und für die aktiven Versicherten 38.1%. Die Verpflichtungen gegenüber den Rentenempfängern waren, wie gesetzlich vorgeschrieben, jederzeit vollständig gedeckt. Mit dem vorgeschlagenen Wachstumspfad soll ein Gesamtdeckungsgrad von mindestens 80% im Jahr 2052 erreicht werden. Am 1. Januar 2017 bzw. am 31. Dezember 2016 hätte die Kasse demnach bei einem Gesamtdeckungsgrad von 74.3% liegen sollen. Nach einem eher durchschnittlichen Geschäftsjahr und insbesondere im Hinblick auf die Revision der Berechnungsgrundlagen für die technischen Rückstellungen, liegt der effektive Gesamtdeckungsgrad am 31. Dezember 2016 bei 73.3%, d.h. leicht tiefer im Vergleich zum Zielwert des Wachstumspfads. Laut zuständigem Pensionskassenexperten sind die Aufrechterhaltung des anfänglichen Gesamtdeckungsgrades und eine vollständige Deckung des Rentendeckungskapitals im Sinne von Art. 72 BVG zu diesem Zeitpunkt garantiert, was bedeutet, dass die Kasse rechtlich nicht verpflichtet ist, Massnahmen gemäss Art. 65c - 65e BVG zu ergreifen.

Technische Rückstellungen

Das Reglement über die versicherungstechnischen Verbindlichkeiten der Kasse war Gegenstand einer Anpassung, deren Auswirkungen auf die Höhe der versicherungstechnischen Rückstellungen beträchtlich waren. Die Berechnung der Rückstellungen für Langlebigkeit ist an die spezifischen Merkmale der Kasse angepasst und die Risikoschwankungsreserve des Kader-Zusatzplans festgelegt worden. Diese Veränderungen haben im Geschäftsjahr 2016

sehr stark zu Buche geschlagen, da rund 50 Millionen Franken zusätzlich an technischen Rückstellungen bereitgestellt werden mussten.

Künftige Herausforderungen

Unter Berücksichtigung der Änderungen der technischen Elemente, wovon einige von den Experten verlangt wurden, wie die Anpassung des technischen Zinssatzes oder die Berücksichtigung der Auswirkungen der erhöhten Lebenserwartung oder die Ertragseinbussen des dritten Beitragszahlers (d.h. Rückgang der Anlageerträge), muss der Vorstand eine ausgewogene Lösung zwischen einer nachhaltigen Finanzierung der Kasse und dem Leistungsangebot finden. Das Forschungsprojekt zur vollständigen oder teilweisen Zusammenlegung der Wertpapiere der Kasse bei einem Global Custodian mit dem Ziel einer einfacheren Verwaltung und einer Kostenreduktion, ist eine große Herausforderung für die Kasse. Die Arbeiten in diesem Bereich sind noch nicht abgeschlossen.

Immobilien bieten immer noch interessante Anlagemöglichkeiten, ob in neuen Liegenschaften, für die ein Bedürfnis an besten Lagen immer noch ausgewiesen ist, oder bei gelegentlichen Projekten wie z.B. Seniorenwohnungen. Grosse Renovationen (Gebäudehülle, Energieerzeugung) können auch Anlagemöglichkeiten bieten, aber die Erträge des neu investierten Kapitals haben nach ein paar Jahren Auswirkungen. Eine wirklich grosse Herausforderung der Immobilienanlagen ist es, Objekte zu erstellen oder zu erwerben, die auch geographisch gut liegen, gut gebaut sind und geringe Betriebskosten haben.

Die Jahresrechnung 2016, d.h. der Geschäftsbericht, die Bilanz, die Betriebsrechnung und die Anhänge wurden vom Vorstand geprüft und am 16. März 2017 genehmigt.

G. Godel
Präsident

C. Schafer
Verwalter

2. Bilanz & Betriebsrechnung

JAHRESRECHNUNGEN 2016 UND 2015

BILANZ

AKTIVEN	<u>31.12.2016</u> CHF	<u>31.12.2015</u> CHF
Vermögensanlagen	3'851'739'696	3'708'521'364
Flüssige Mittel und Geldmarktanlagen	418'011'510	529'132'016
Betriebskonten	42'880'017	32'230'346
Anlagekonten	86'552'937	86'904'866
Terminanlagen	304'750'000	411'250'000
Terminwechseloperationen	-16'171'444	-1'253'196
Forderungen	10'172'767	11'367'811
Verrechnungs- und Quellensteuer	4'470'420	7'108'267
Arbeitgeberbeiträge	5'596'417	3'744'835
Arbeitnehmerbeiträge	96'066	161'598
Diverse Forderungen	9'864	353'111
Wertschriften	1'939'902'493	1'876'215'481
Obligationsanlagen	605'968'305	569'912'961
Obligationen Schweiz	41'721'250	50'064'110
Obligationen Ausland	564'247'055	519'848'851
Aktien und Beteiligungen	1'333'934'188	1'306'302'520
Aktien Schweiz	608'673'627	695'507'116
Aktien Ausland	723'004'940	608'931'786
Beteiligungen	2'255'621	1'863'618
Immobilien	1'240'485'236	1'138'109'275
Liegenschaften	1'240'094'251	1'137'743'893
Gebaute Liegenschaften	964'924'426	954'337'565
Zu vermietende Liegenschaften	42'265'709	12'889'300
Bauland	14'236'451	12'716'640
Im Bau befindliche Liegenschaften	29'131'094	28'108'832
Renovationen	1'221'388	2'120'108
Immobilienanlagefonds Schweiz	149'195'812	127'571'448
Immobilienanlagefonds Ausland	39'119'371	0
Transitorische auf Liegenschaften	390'985	365'382
Alternative Anlagen	243'167'691	153'696'781
Aktive Rechnungsabgrenzungen	1'591'784	2'057'578
Aufgelaufene Zinsen	1'586'680	2'030'392
Abgrenzung Ertragsposten	5'104	27'186
TOTAL DER AKTIVEN	3'853'331'480	3'710'578'942

JAHRESRECHNUNGEN 2016 UND 2015

BILANZ

PASSIVEN	<u>31.12.2016</u> CHF	<u>31.12.2015</u> CHF
Verbindlichkeiten	12'345'255	9'203'642
Freizügigkeitsleistungen und Renten	5'982'284	4'160'961
Andere Verbindlichkeiten	6'362'971	5'042'681
Gläubiger	1'075'383	67'211
Kontokorrente	4'516'352	4'213'001
Sicherheitsfonds	771'236	762'469
Passive Rechnungsabgrenzungen (transitorische Passiven)	4'140'504	3'663'117
Transitorische Passiven	84'404	60'725
Transitorische Passiven auf Wertschriften	303'604	169'829
Transitorische Passiven auf Liegenschaften	3'752'496	3'432'563
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen	5'234'921'406	4'988'482'007
Vorsorgekapital aktive Versicherte	2'633'883'548	2'549'282'034
Freizügigkeitsleistungen der aktiven Versicherten	2'617'226'615	2'538'166'061
Altersguthaben der aktiven Versicherten des BVG-Plans	6'943'533	5'714'154
Kapitalien der aktiven Versicherten des Kader-Zusatzplans	9'713'400	5'401'819
Vorsorgekapital Pensionsberechtigte	2'523'115'726	2'410'335'865
Deckungskapital der laufenden Pensionen	2'513'127'353	2'400'305'171
Deckungskapital der laufenden Renten des BVG-Plans	9'988'373	10'030'694
Technische Rückstellungen	77'922'132	28'864'108
Rückstellung für Langlebigkeit der aktiven Versicherten	26'172'266	0
Rückstellung für Langlebigkeit der Begünstigten	50'349'866	28'864'108
Rückstellung für Risikoschwankungen im KZP	1'400'000	0
Anteilsverteilung (gemäss Finanzierungsprojekt)	-1'338'116'648	-1'331'214'185
Wertschwankungsreserve	0	40'444'361
Wertschwankungsreserve	0	40'444'361
Freies Vermögen (+) / Unterdeckung (-)	-59'959'037	0
Technischer Fehlbetrag: Stand zu Beginn der Periode	-1'331'214'185	-1'346'295'251
Erhöhung finanziert aus Anteilsverteilung	1'338'116'648	1'331'214'185
Aufwandüberschuss	-66'861'500	15'081'066
TOTAL DER PASSIVEN	3'853'331'480	3'710'578'942

JAHRESRECHNUNGEN 2016 UND 2015

BETRIEBSRECHNUNG

	<u>2016</u> CHF	<u>2015</u> CHF
Ordentliche Beiträge und Einlagen	262'666'739	254'495'359
Beiträge Arbeitnehmer	103'849'493	101'040'565
Beiträge Arbeitgeber	141'962'434	138'216'927
Zusatzbeiträge Arbeitnehmer	461'221	460'428
Einkäufe	16'393'591	14'777'439
Eintrittsleistungen	70'218'268	58'479'346
Freizügigkeitsleistungen	67'978'074	56'377'173
Rückzahlungen von WEF-Vorbezügen	2'240'194	2'102'173
<i>Zufluss aus Beiträgen und Eintrittsleistungen</i>	<i>332'885'007</i>	<i>312'974'705</i>
Reglementarische Leistungen	-195'330'029	-184'319'699
Altersrenten	-156'171'974	-146'273'688
Hinterlassenenrenten	-18'151'233	-18'117'681
Invalidenrenten	-7'510'742	-7'502'113
Kapitalleistungen bei Pensionierung	-12'767'636	-11'389'909
Kapitalleistungen bei Tod und Invalidität	-728'444	-1'036'308
Austrittsleistungen	-80'941'909	-76'018'562
Freizügigkeitsleistungen bei Austritt	-69'860'066	-67'024'215
Vorbezüge WEF/Scheidung	-11'081'843	-8'994'347
<i>Abfluss für Leistungen und Vorbezüge</i>	<i>-276'271'938</i>	<i>-260'338'261</i>
Auflösung/Bildung Vorsorgekapitalien, technische Rückstellungen	-246'439'399	-196'689'757
Bildung Vorsorgekapitalien aktive Versicherte	-84'601'514	-75'647'258
Bildung Vorsorgekapitalien Rentenberechtigte	-112'779'861	-110'533'030
Bildung von Rückstellungen für höhere Lebenserwartung	-49'058'024	-10'509'469
Versicherungsaufwand	-771'236	-762'469
Beiträge an Sicherheitsfonds	-771'236	-762'469
<i>Netto-Ergebnis aus dem Versicherungsteil</i>	<i>-190'597'566</i>	<i>-144'815'782</i>
Netto-Ergebnis aus Vermögensanlagen	86'648'707	48'617'629
Netto-Ergebnis der flüssigen Mittel	-11'629'753	-10'711'705
Netto-Ergebnis der Obligationen	11'540'759	-17'284'114
Netto-Ergebnis der Aktien und Beteiligungen	49'232'803	23'809'028
Netto-Ergebnis der alternativen Anlagen	5'895'551	3'850'597
Netto-Ergebnis der Immobilienanlagen	40'371'874	56'546'227
Verwaltungsaufwand der Vermögensanlagen	-8'762'526	-7'592'404
Sonstiger Ertrag	103'919	170'167
Ertrag aus erbrachten Dienstleistungen	96'933	91'050
Übrige Erträge	6'986	79'117
Sonstiger Aufwand	-248'241	-218'948
Verwaltungsaufwand	-3'212'679	-2'836'845
Allgemeine Verwaltung	-3'068'649	-2'665'649
Revisionsstelle und Pensionskassenexperte	-134'951	-143'539
Aufsichtsbehörden	-9'079	-27'657
Ergebnis vor Auflösung/Bildung der Wertschwankungsreserve	-107'305'860	-99'083'779
Veränderung der Wertschwankungsreserve	40'444'361	114'164'845
<i>Jahresergebnis</i>	<i>-66'861'499</i>	<i>15'081'066</i>

ZUSAMMENFASSUNG DER BETRIEBSRECHNUNGEN 2016 UND 2015

RUBRIKEN	TOTAL		PENSIONS-VORSORGE		BVG-VORSORGE		KADER-ZUSATZ	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
Zufluss aus Beiträgen und Eintrittsleistungen	332'885'007	312'974'705	319'902'010	303'451'648	7'393'620	5'797'316	5'589'377	3'725'741
Abfluss für Leistungen und Vorbezüge	-276'271'938	-260'338'261	-269'386'227	-253'946'378	-6'624'308	-6'326'141	-261'403	-65'742
Auflösung/Bildung von Vorsorgekapitalien	-246'439'399	-196'689'757	-239'462'456	-193'120'475	-1'265'362	234'500	-5'711'581	-3'803'782
Beiträge an Sicherheitsfonds	-771'236	-762'469	-757'922	-750'681	-13'314	-11'788	0	0
Netto-Ergebnis Versicherungsteil	-190'597'566	-144'815'782	-189'704'595	-144'365'886	-509'364	-306'113	-383'607	-143'783
Netto-Ergebnis aus Vermögensanlagen	86'648'707	48'617'629						
Sonstiger Ertrag	103'919	170'167						
Sonstiger Aufwand	-248'241	-218'948						
Verwaltungsaufwand	-3'212'680	-2'836'845						
Veränderung der Wertschwankungsreserve	40'444'361	114'164'845						
Jahresergebnis	-66'861'500	15'081'066	-189'704'595	-144'365'886	-509'364	-306'113	-383'607	-143'783

3. ANHANG ZUR JAHRESRECHNUNG

I. Grundlagen und Organisation

I.1. Rechtsform und Zweck

Die Pensionskasse des Staatsappersonals (nachfolgend: die Kasse) ist eine öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung mit eigener Rechtspersönlichkeit. Ihr Sitz ist in Freiburg.

Der Zweck der Kasse besteht darin, Leistungen im Rahmen der beruflichen Vorsorge bei Pensionierung, Invalidität und Tod zu gewährleisten.

I.2. BVG-Registrierung und Sicherheitsfonds BVG

Die Kasse ist bei der zuständigen Aufsichtsbehörde im Register für die berufliche Vorsorge eingetragen. Seit 2012 sind alle Vorsorgeeinrichtungen mit Sitz im Kanton Freiburg der Aufsicht der Bernischen BVG- und Stiftungsaufsicht (BBSA) unterstellt.

Zudem ist sie dem Sicherheitsfonds BVG angeschlossen und bezahlt diesem Beiträge.

I.3. Rechtliche Grundlagen und Reglemente

Die Tätigkeit der Kasse wird wie folgt geregelt:

- | | |
|---|----------------------------|
| a. Gesetzliche Bestimmungen | aktualisierte Version vom: |
| > Gesetz vom 12. Mai 2011 über die Pensionskasse des Staatsappersonals (PKG) | 1. Januar 2017 |
| > Reglement vom 22. September 2011 über den Pensionsplan der Pensionskasse des Staatsappersonals (RPP) | 1. Januar 2017 |
| > Reglement vom 22. September 2011 über den BVG-Plan der Pensionskasse des Staatsappersonals (RBVGP) | 1. Januar 2017 |
| > Reglement vom 22. September 2011 über die Wohneigentumsförderung mit Mitteln der beruflichen Vorsorge für die Versicherten der Pensionskasse des Staatsappersonals (RWEF) | 1. Januar 2015 |
| > Reglement vom 13. Februar 2014 über den Zusatzplan für die Kader des Staatsappersonals, die bei der Pensionskasse des Staatsappersonals versichert sind (RKZP) | 1. Januar 2017 |
| b. Interne Reglementierung | aktualisierte Version vom: |
| > Reglement über die finanziellen Kompetenzen und die Zeichnungsberechtigung | 28. Mai 2015 |
| > Reglement über die technischen Rückstellungen (neu) | 31. Dezember 2016 |
| > Reglement über den Anschluss von auswärtigen Institutionen | 7. Juli 2016 |
| > Reglement über die Teilliquidation (von der BBSA genehmigt am 15. November 2016) | 7. Juli 2016 |
| > Organisationsreglement | 1. Januar 2017 |
| > Anlagereglement | 1. Januar 2015 |

- | | |
|---|-------------------|
| > Anlagerichtlinien | 1. September 2016 |
| > Reglement über die direkten Immobilienanlagen | 25. Juni 2015 |
| > Richtlinien zur Ausübung der Stimmrechte | 1. Januar 2015 |
| > Richtlinien zur Bewertung und zu den Grundsätzen der Bilanzierung von Vermögenswerten (Rechnungslegungsrichtlinien) | 1. Januar 2015 |

Die Kasse ist Mitglied des Schweizerischen Pensionskassenverbandes (ASIP), welcher im Jahre 2008 eine Charta sowie Fachrichtlinien bezüglich Loyalität und Integrität in der Verwaltung von Vorsorgeeinrichtungen erlassen hat. Die Charta ist ein für alle ASIP-Mitglieder verbindlicher Verhaltenskodex und vervollständigt die anwendbaren Gesetzesbestimmungen des BVG in diesem Bereich (Art. 48f und folgende BVV2).

I.4. Paritätisches Führungsorgan / Zeichnungsberechtigung

I.4.1. Paritätisches Führungsorgan / Vorsitz / Verwaltung

Der Vorstand der Kasse besteht aus zwölf Mitgliedern, wovon sechs den Staat als Arbeitgeber und sechs die Arbeitnehmer vertreten. Ein Rentnervertreter, gewählt von den Personen, die Anrecht auf eine Alterspension der Kasse haben, nimmt an Vorstandssitzungen mit beratender Stimme teil.

Am 31. Dezember 2016 setzte sich der Vorstand wie folgt zusammen:

<u>Vertreter des Staates</u>	<u>Arbeitnehmervertreter</u>
GODEL Georges, Präsident	MUTRUX Gérald, Vizepräsident
AUBRY Laurent	DELLEY Stéphane
BROILLET Philippe	FRAGNIERE Bernard
BERSET Daniel	SELMI Sara
HAYOZ Markus	SAVOY Jean-Daniel
MORARD Martine	TOPINKOVA Klara
<u>Vertreter der Rentnervereinigung RVSF (mit beratender Stimme)</u>	
HEIMO Robert	

Die Kasse wird unter der Leitung von Herrn Claude Schafer, Verwalter, geführt.

Die Mitglieder des Vorstandes bilden zusammen drei verschiedene Ausschüsse, deren Zusammensetzung am 31. Dezember 2016 die folgende war:

<u>Verwaltungskommission</u>	<u>Immobilienkommission</u>	<u>Anlagekommission</u>
FRAGNIERE Bernard, Präs.	SAVOY Jean-Daniel, Präs.	BROILLET Philippe, Präs.
SELMI Sara	AUBRY Laurent	MUTRUX Gérald
MORARD Martine	DELLEY Stéphane	TOPINKOVA Klara
BERSET Daniel	HEIMO Robert	HAYOZ Markus
<u>Abstimmungskommission</u>		
BERSET Daniel, Präs.	FRAGNIERE Bernard	SAVOY Jean-Daniel

Der Bericht über die Ausübung der Stimmrechte in den Generalversammlungen von Schweizer Unternehmen kann auf unserer Homepage www.pkspf.ch > Organisation > Berichte > andere Berichte heruntergeladen werden.

I.4.2. Finanzielle Kompetenzen und Zeichnungsberechtigung

Die Zeichnungsberechtigungen und die finanziellen Kompetenzen stützen sich auf das Reglement vom 28. Mai 2015 über die finanziellen Kompetenzen und die Zeichnungsberechtigung. Die Vertretung der Kasse gegenüber Dritten erfolgt durch die Vorstandsmitglieder oder die zuständigen Sachbearbeiter jeweils mit Kollektivunterschrift zu zweien.

Die Kasse ist ausserdem seit dem 25. August 2015 im Handelsregister eingetragen.

I.5. Experte, Revisionsstelle, Aufsichtsbehörde

I.5.1. Experte für die berufliche Vorsorge (Pensionskassenexperte):

Pittet Associés S.A. in Genf

I.5.2. Revisionsstelle

BDO S.A. in Freiburg

I.5.3. Aufsichtsbehörde

Bernische BVG- und Stiftungsaufsicht (nachfolgend: BBSA) in Bern seit dem 1. Januar 2012.

I.6. Angeschlossene Arbeitgeber

Der Kasse haben sich im Jahr 2016 keine neuen Arbeitgeber angeschlossen.

II. Aktive Mitglieder und Rentenberechtigte – Demographisches Verhältnis

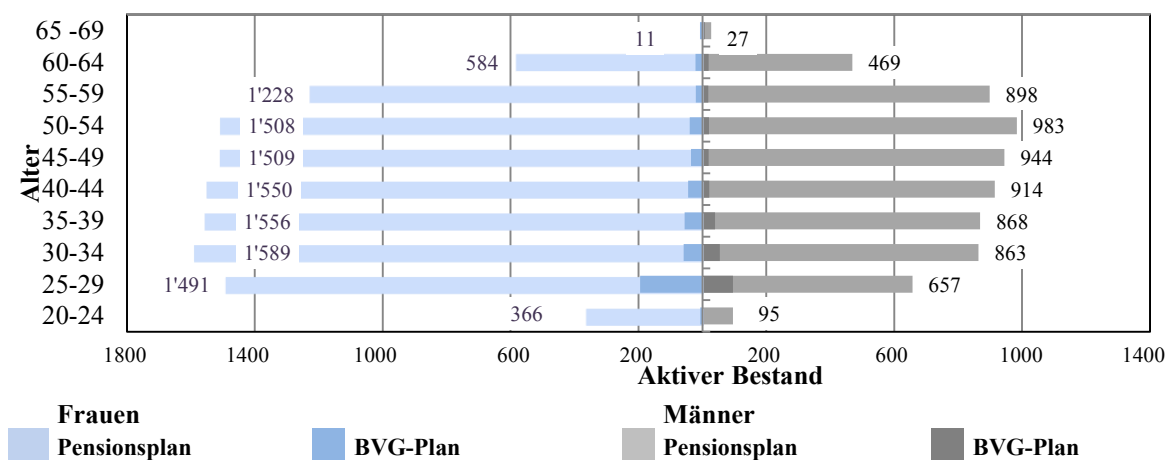
II.1. Aktive Versicherte

Vom 1. Januar bis zum 31. Dezember 2016 hat sich der Bestand der bei der Kasse aktiv versicherten Mitglieder um 2.6% erhöht. Die Gesamtzahl der versicherten Mitglieder ist, über alle Pläne gesehen, von 18'541 auf 19'025 Personen gestiegen (für Versicherte mit mehreren Vorsorgeverhältnissen zählt jedes Vorsorgeverhältnis einzeln).

Frauen stellen etwas mehr als 62% des Versichertenbestandes.

Es sei daran erinnert, dass Versicherte im BVG-Plan vor allem Arbeitnehmer mit Verträgen von weniger als einem Jahr Dauer sind.

Alterspyramide der aktiven Versicherten nach Geschlecht und Vers.-Plan



Anzahl und Altersstruktur der aktiven Versicherten nach Geschlecht und Vers.-Plan

Alter	Frauen				Männer				Gesamttotal
	PP	BVG	KZP	Total	PP	BVG	KZP	Total	
70 und älter									
65 -69	11	8		19	27	7	3	37	56
60-64	584	22	2	608	469	19	11	499	1'107
55-59	1'228	21	1	1'250	898	18	24	940	2'190
50-54	1'508	40	3	1'551	983	20	26	1'029	2'580
45-49	1'509	36	6	1'551	944	19	21	984	2'535
40-44	1'550	45	11	1'606	914	21	10	945	2'551
35-39	1'556	56	4	1'616	868	39	11	918	2'534
30-34	1'589	59		1'648	863	54		917	2'565
25-29	1'491	195		1'686	657	95		752	2'438
20-24	366	7		373	95	1		96	469
15-19									
Total	11'392	489	27	11'908	6'718	293	106	7'117	19'025

Jährliche Veränderung

Bestand	201	2015	Veränderung
Pensionsplan	18'110	17'846	1.5%
BVG-Plan	782	570	37.2%
Kader-Zusatzplan	133	125	6.4%
Total	19'025	18'541	2.6%

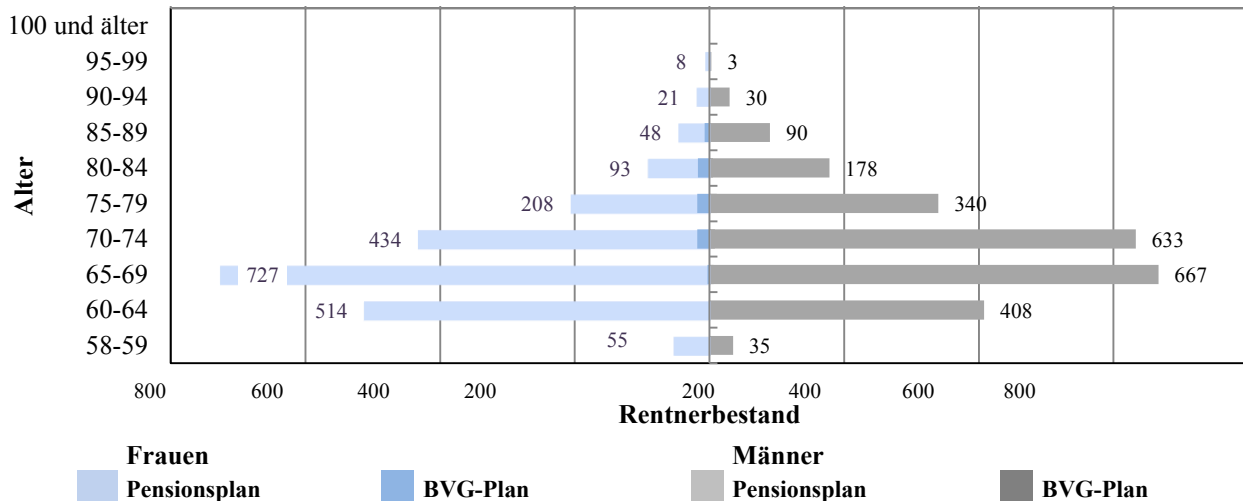
Durchschnittsalter	2016	2015	Veränderung
Pensionsplan	43.19	43.02	0.4%
BVG-Plan	37.79	37.71	0.2%
Kader-Zusatzplan	50.30	50.34	-0.1%
Total	43.02	42.91	0.3%

II.2. Pensions- und Rentenbegünstigte

Vom 1. Januar bis zum 31. Dezember 2016 betrug der Nettoanstieg der Rentenbegünstigten der Kasse 345 Personen. Die Gesamtzahl der Rentenbegünstigten ist, über alle Pläne gesehen, von 5'458 auf 5'803 Personen gestiegen.

Frauen stellen etwas mehr als 54% des Bestandes der Rentenbegünstigten.

Alterspyramide der Rentenbegünstigten nach Geschlecht und Vers.-Plan



Aufgrund der geringen Anzahl pensionierter Männer im BVG-Plan sind diese in der obigen Grafik nicht sichtbar.

Anzahl und Altersstruktur der Rentenbegünstigten nach Geschlecht und Vers.-Plan

Alter	Frauen			Männer			Gesamttotal
	PP	BVG	Total	PP	BVG	Total	
100 und älter							
95-99	8		8	3		3	11
90-94	21		21	30		30	51
85-89	48	7	55	90	1	91	146
80-84	93	17	110	178	5	183	293
75-79	208	18	226	340	11	351	577
70-74	434	18	452	633	8	641	1'093
65-69	727	3	730	667	6	673	1'403
60-64	514	1	515	408		408	923
58-59	55		55	35		35	90
Gesamttotal	2'108	64	2'172	2'384	31	2'415	4'587

Jährliche Veränderung aller Pensionen und Renten

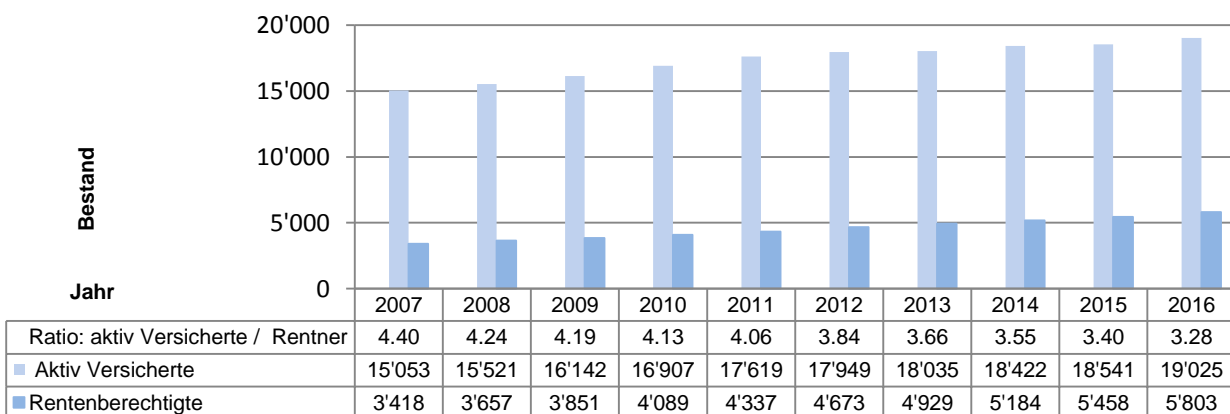
Bestand	2016	2015	Veränderung
Pensionsplan	5'661	5'320	341
Alterspensionen	4'492	4'177	315
Invalidentpensionen	289	292	- 3
Ehegattenpensionen	740	730	10
Waisenpensionen	63	63	0
Pensionierten-Kinderpension	55	41	14
Invaliden-Kinderpension	22	17	5
BVG-Plan	142	138	- 4
Altersrenten	95	94	1
Invalidentrente	22	21	1
Ehegattenrenten	16	15	1
Waisenrenten	1	2	- 1
Alters-Kinderrenten	1	0	1
Invaliden-Kinderrenten	7	6	1
Total	5'803	5'458	345

Durchschnittsalter	2016	2015	Veränderung
Alterspensionen/Altersrenten			
Pensionsplan	70.51	70.43	0.1%
BVG-Plan	77.02	76.38	0.8%
Total	70.65	70.56	0.7%

II.3. Total aller Versicherten

Der Bestand aller Kassenmitglieder ist in den letzten Jahren stetig angewachsen. So waren im Jahr 2007 18'471 Personen der Kasse angeschlossen. Heute beläuft sich die Gesamtzahl auf 24'828, was einem Anstieg von über 34% entspricht. Dieses Wachstum geht allerdings mit einer Verschlechterung des Verhältnisses zwischen aktiv Versicherten und Rentenbegünstigten einher.

Entwicklung Anzahl aktiv Versicherte und Begünstigte von Pensionen und Renten



III. Umsetzung des Zwecks der Pensionskasse

III.1. Erläuterung der Vorsorgepläne

Die Kasse bietet drei Vorsorgepläne an: Den Pensionsplan, den BVG-Plan und den Zusatzplan für die Kader des Staatspersonals.

Der **Pensionsplan** gilt für das Personal mit einem öffentlich-rechtlichen Arbeitsvertrag oder mit einer unbefristeten hauptberuflichen Tätigkeit im Dienste des Staates oder seiner Anstalten.

Der Pensionsplan ist eine Vorsorgeregelung **im Leistungsprimat auf der Basis der Summe der aufgewerteten Löhne**. Das Endziel der Pensionen richtet sich nicht nach dem letzten Lohn, sondern nach dem durchschnittlichen aufgewerteten Karriere-lohn.

Der Pensionsplan zeichnet sich durch folgende wesentliche Merkmale aus:

- > der koordinierte Lohn entspricht dem massgebenden Lohn abzüglich eines Koordinationsabzuges, der bei 87.5% der einfachen maximalen AHV-Rente liegt, multipliziert mit dem Beschäftigungsgrad. Der maximale versicherte Jahreslohn für das Jahr 2016 betrug CHF 221'143.30;
- > die Alterspension beträgt 1.6% der aufgewerteten Summe der versicherten Löhne per Ende des Monats, welcher der Pensionierung zwischen Alter 60 und 62 vorangeht. Der Satz wird um 2% pro Jahr zwischen Alter 58 und 60 reduziert und um 2% ab Alter 62 erhöht. Einmal im Jahr werden die Pensionen dem schweizerischen Index der Konsumentenpreise angepasst, aber höchstens im Umfang von 0,54%, solange die tatsächliche Inflation über der vorgenannten Inflationsrate liegt. Es besteht die Möglichkeit, bei der Pensionierung den Gegenwert von maximal $\frac{1}{4}$ der Altersrente als Kapital zu beziehen;
- > die Invalidenpension entspricht der projizierten Alterspension im Alter 60, multipliziert mit dem Invaliditätsgrad;
- > die Ehegattenpension entspricht 60% der vollen Invalidenpension, auf die der Versicherte Anspruch gehabt hätte (beim Todesfall eines aktiven Versicherten), oder 60% der vollen Invaliden- oder Alterspension des Verstorbenen (beim Todesfall eines Rentners oder eines Invaliden);
- > die Kasse zahlt auch Pensionierten-Kinderpensionen, sobald die pensionierte Person das 62. Altersjahr erreicht hat, sowie Waisenpensionen aus.

Der **BVG-Plan** gilt in erster Linie für temporär angestelltes Personal. Es handelt sich um einen ähnlichen Sparplan wie im eidg. BVG.

Der BVG-Plan zeichnet sich durch folgende wesentliche Merkmale aus:

- > das Altersguthaben entspricht den Altersgutschriften, zuzüglich der erhaltenen Freizügigkeitsleistungen, inkl. berechnete Zinsen entsprechend dem techn. Zinssatz der Kasse;
- > die Altersrente berechnet sich wie folgt: das Altersguthaben wird mittels Umwandlungssatz in eine Rente umgewandelt. Das Pensionierungsalter ist auf 65 Jahre (Männer und Frauen) festgesetzt. Eine Frühpensionierung ist vom vollendeten 64. Altersjahr an mit einer entsprechenden Reduktion des Umwandlungssatzes möglich. Einmal im Jahr werden die Renten dem schweizerischen Index der Konsumentenpreise

angepasst, aber höchstens im Umfang von 0.54%, sofern die tatsächliche Teuerung über der vorgenannten Teuerung liegt;

- > die Invalidenrente entspricht der voraussichtlichen Altersrente, zuzüglich der berechneten Zinsen gemäss den BVG-Anwendungsmodalitäten, aber maximal 40% des versicherten Lohnes multipliziert mit dem Invaliditätsgrad;
- > die Ehegattenrente entspricht 60% der vollen Invalidenrente, auf die der Versicherte Anspruch gehabt hätte (beim Todesfall eines aktiven Versicherten), oder 60% der Alters- oder Invalidenrente des Verstorbenen (beim Todesfall eines Rentners oder eines Invaliden);
- > die Kasse richtet auch Invaliden-Kinderrenten und Waisenrenten aus, welche 20% der Invalidenrente betragen.

Der **Kader-Zusatzplan (KZP)** richtet sich an Personen, deren tatsächlicher Lohn das maximal mögliche Gehalt gemäss Gehaltsskala des Staates übersteigt, sowie an Chefärzte, Oberärzte und Assistenzärzte des HFR. Der im Kader-Zusatzplan versicherte Lohn entspricht dem Anteil an Gehalt, der das maximal mögliche Gehalt des Staates übersteigt. Für die vorgenannten Ärzte gilt der Kader-Zusatzplan für den Anteil abgetretener Honorare oder den damit im Zusammenhang stehenden Ersatzvergütungen / Entschädigungen.

Der Kader-Zusatzplan zeichnet sich durch folgende wesentliche Merkmale aus:

- > das Altersguthaben entspricht den Altersgutschriften, zuzüglich der erhaltenen Freizügigkeitsleistungen, die den Pensionsplan übersteigen, und der persönlichen, freiwilligen Einkäufe, inkl. Zinsen, die rückwirkend am Ende des Jahres festgelegt werden;
- > alle Leistungen werden in Form von Kapital ausbezahlt.

Der Kader-Zusatzplan ist am 1. Juli 2014 in Kraft getreten.

III.2. Finanzierung, Finanzierungsmethoden

III.2.1. Pensionsplan

Der einheitliche Beitragssatz des Pensionsplans beträgt 22.5% des koordinierten Lohnes, unabhängig von Alter und Geschlecht der versicherten Person. Davon gehen 13% zu Lasten des Arbeitgebers und 9.5% zu Lasten der Arbeitnehmenden. Dies entspricht einer Finanzierung von 57.78% durch den Arbeitgeber und 42.22% durch die Arbeitnehmenden.

Am 1. Januar 2017 wurde der Beitragssatz sowohl für die Arbeitnehmenden wie auch für den Arbeitgeber auf insgesamt 25.90% erhöht. Anlässlich der Vernehmlassung im Jahr 2014 wurde beschlossen, die Beiträge zu erhöhen, um das Rentenniveau beibehalten zu können. Der Beitrag für den Arbeitgeber erhöht sich somit auf 15.24% und auf 10.66% für die Arbeitnehmenden, was einem Finanzierungsanteil von 58.84% für den Arbeitgeber und einem von 41.16% für die Arbeitnehmenden entspricht.

Gemäss Art. 8 PKG liegt dem Pensionsplan ein System **der Mischfinanzierung** zugrunde. Es bezweckt, bis spätestens dem 1. Januar 2052 einen Deckungsgrad von 80% der gesamten versicherungstechnischen Verpflichtungen der Kasse zu gewährleisten. In diesem Sinne hat der anerkannte Pensionskassenexperte der Kasse einen Wachstumspfad festgelegt, der die Kasse zum oben genannten Ziel bringen wird. Ende 2016 sollte der Deckungsgrad im Zusammenhang mit diesem Wachstumspfad bei mindestens 74.3% gegenüber 73.2% Ende 2015 liegen.

III.2.2. BVG-Plan

Je nach Alter der versicherten Person variieren die Sparbeiträge zwischen 7% und 18% des koordinierten Lohnes, bei einem maximalen koordinierten Lohn von CHF 59'925.00. Ein zusätzlicher Beitrag von 2.4% des koordinierten Lohnes wird zur Finanzierung der Risiken Tod und Invalidität, der Beiträge für den Sicherheitsfonds und zur Deckung der Verwaltungskosten erhoben. Die Finanzierung erfolgt paritätisch.

Die BVG-Vorsorgeregelung basiert auf dem **integralen Kapitaldeckungsverfahren**. Das eigene Vermögen muss jederzeit die gesamten Vorsorgekapitalen, d.h. die Altersguthaben der aktiven Versicherten sowie die versicherungstechnischen Reserven (oder Barwerte) der laufenden Renten abdecken.

III.2.3. Kader-Zusatzplan

Der Beitrag wird in Prozent des versicherten Lohnes festgelegt und hängt vom Sparplan ab, der von der versicherten Person ausgewählt wird. Es bestehen drei Arten von Sparplänen und der Sparbeitrag schwankt zwischen 13.6% und 22% des versicherten Lohnes. Ein weiterer Beitrag wird erhoben, um die Risiken Invalidität und Tod und die Verwaltungskosten zu finanzieren. Der Arbeitgeber steuert unabhängig vom gewählten Plan einen Beitrag von 12.5% bei, während die versicherte Person den Differenzbetrag bezahlt.

Der Kader-Zusatzplan basiert auf dem **integralen Kapitaldeckungsverfahren**. Das eigene Vermögen muss jederzeit die gesamten Vorsorgekapitalien, d.h. das angesammelte Altersguthaben der aktiven Versicherten abdecken. Dieser Plan befindet sich in Anbetracht seines Inkrafttretens am 1. Juli 2014 noch in der Kapitalisierungsphase.

III.3. Weitere Informationen über die Tätigkeit in der Vorsorge

Die Pensionen und Renten wurden für 2016 nicht an die Teuerung angepasst.

IV. Bewertungs- und Rechnungslegungsgrundsätze

IV.1. Bestätigung über die Rechnungslegung nach Swiss GAAP FER 26 (Swiss Generally Accepted Accounting Principles – Fachempfehlungen zur Rechnungslegung)

Die Jahresrechnung der Kasse entspricht den Fachempfehlungen zur Rechnungslegung Swiss GAAP FER 26.

Da die Kasse drei Vorsorgepläne anwendet (Pensionsplan, BVG-Plan und Kader-Zusatzplan), wurde eine ergänzende Betriebsrechnung ausgearbeitet, welche die verschiedenen Ergebnisse pro Vorsorgeplan im Einzelnen aufzeigt. Dieses Dokument ist ein fester Bestandteil der Jahresrechnung und befindet sich in diesen Finanzunterlagen.

IV.2. Buchführungs- und Bewertungsgrundsätze

Die Bewertungsgrundsätze der Bilanzposten sind folgende:

- > Bewertung der Vermögenswerte, ausser Liegenschaften, per Abschlussdatum.
 - > Fremdwährungsbeträge werden zum Wechselkurs per Abschlussdatum umgerechnet.
 - > Zum Nennwert bewertet werden:
 - > Anlagen beim Staat;
 - > Flüssige Mittel und Festgeldanlagen;
 - > Forderungen, die u.U. mit einer Rückstellung für Debitorenverluste korrigiert sind.
 - > Zum Marktwert bewertet werden:
 - > Obligationen von hoher Bonität (Investment Grade), von geringerer Qualität (Sub-investment Grade) und Wandelanleihen;
 - > Aktien;
 - > Alternative Anlagen (insbesondere Rohstoffe, Hedge Funds, Private Equity, Investitionen in die Infrastruktur, Insurance-Linked Securities).
 - > Zum Eigenkapitalwert bewertet werden, unter Berücksichtigung möglicher stiller Reserven:
 - > Nicht kotierte Aktien;
 - > Beteiligungen.
- > Liegenschaften
 - > Gebaute Liegenschaften
Jede Liegenschaft wurde mit Hilfe der folgenden Parameter auf der Basis des Brutto-Mieterspiegels zum kapitalisierten Ertragswert bewertet:
 - > Nettorendite von 4.5%;
 - > Durchschnittlicher Kostensatz der Betriebskosten der letzten fünf Jahre;
 - > Durchschnittliche Leerstände der letzten fünf Jahre;
 - > Pauschalerhöhung für einige subventionierte Liegenschaften;
 - > Erhöhung für besondere Sicherstellung;
 - > Baufähigkeit: Berücksichtigung der notwendigen, vorhersehbaren Renovationen auf zehn Jahre.

- > Im laufenden Jahre erworbene Liegenschaften
Der Wert der neu erworbenen Liegenschaften wird auf derselben Grundlage bestimmt wie derjenige der gebauten Gebäude, jedoch ohne Kosten und Leerstände. Die Festsetzung der Kosten im ersten Jahr erfolgt aufgrund eines Budgets; in der Folge werden dann die effektiven Kosten berücksichtigt. Im ersten Jahr werden die während der Erwerbsdauer festgestellten Leerstände in Betracht gezogen, später die Leerstände der letzten fünf Jahre oder weniger, je nach Besitzdauer.

- > Liegenschaften mit Erstvermietung (maximale Dauer 3 Jahre)
Die Bewertung entspricht den Baukosten, wenn diese tiefer als die tatsächlichen Kosten während der Erstvermietung sind, welche nach dem gleichen Prinzip wie für im Laufe des Jahres erworbene Liegenschaften bestimmt werden, ohne Berücksichtigung der Leerstände. Dieser Satz wird auf der durchschnittlichen Höhe der globalen Leerstände des Portefeuilles der Kasse berechnet, zuzüglich 5%. Wenn die Baukosten höher sind als der tatsächliche Wert der Gebäude, wird letztere Variante angewendet.

- > Bauland
Es wird der Marktwert per Abschlussdatum berücksichtigt.

- > Im Bau befindliche Liegenschaften
Es wird der aufgelaufene Wert der Baukosten berücksichtigt.

- > Renovationen
Es wird der aufgelaufene Wert der Renovationskosten berücksichtigt.

Für Objekte, deren Verkauf nach dem Abschlussdatum erfolgt, werden die Nettoverkaufspreise berücksichtigt, welche zum Zeitpunkt des Jahresabschlusses bekannt sind.

V. Risikodeckung / Versicherungstechnische Regeln / Deckungsgrad

V.1. Art der Risikodeckung, Rückversicherung

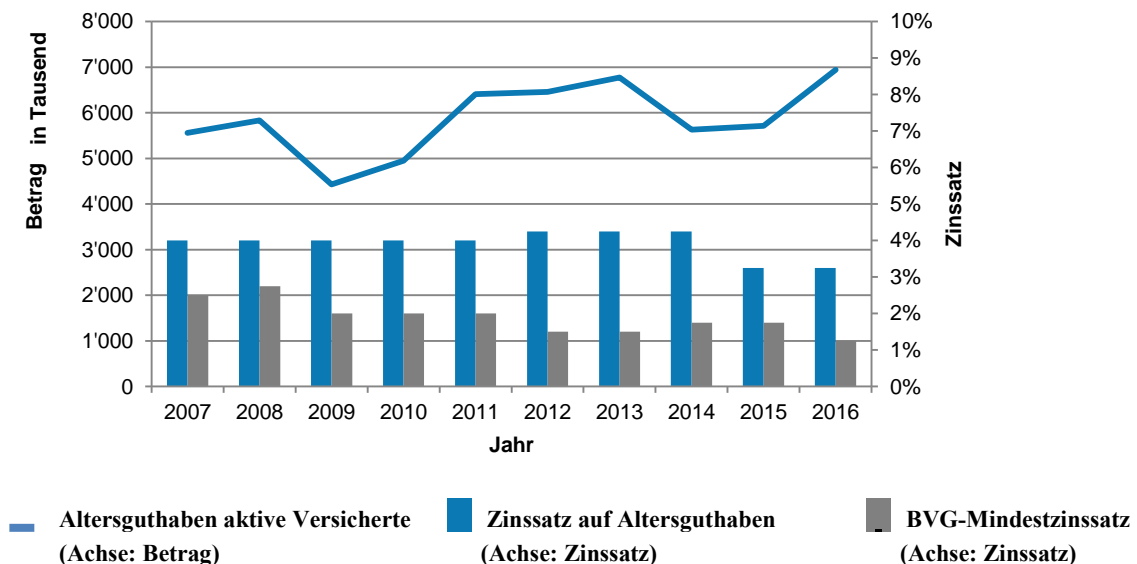
Folgende Risiken sind gedeckt: Invalidität, Tod und Alter. Die Kasse ist eine unabhängige Pensionskasse, die ihre Risiken vollständig selber deckt und daher nicht rückversichert ist.

V.2. Entwicklung und Verzinsung der Sparguthaben im Beitragsprimat

BVG-Plan

a. Entwicklung	2016	2015
Altersguthaben der aktiven Versicherten per 01.01	5'714'153.45	
Sparbeiträge	1'175'135.50	
Eingebrachte Freizügigkeitsleistungen	3'517'313.25	
Austrittsleistungen, Pensionierungen	-3'630'491.45	
Verzinsung der Altersguthaben	150'343.35	
Anpassung nach Art. 17 FZG und 15 BVG	17'078.80	
Altersguthaben der aktiven Versicherten per 31.12	6'943'532.90	5'714'153.45
b. Verzinsung		
Zinssatz auf Altersguthaben	3.25%	3.25%
c. Gesetzliche Mindestverzinsung		
Zinssatz auf Altersguthaben	1.25%	1.75%

Entwicklung der Sparguthaben vom BVG-Plan



KZP

a. Entwicklung	2016	2015
Altersguthaben der aktiven Versicherten per 01.01	5'401'819.00	
Zusätzliche Verzinsung 2015	119'138.00	
Sparbeiträge	3'455'759.60	
Einkäufe	799'118.60	
Vorbezüge (WEF, Scheidung)	-23'788.70	
Austrittsleistungen, Pensionierungen	-238'042.20	
Verzinsung der Altersguthaben	199'050.10	
Anpassung nach Art. 17 FZG	345.40	
Altersguthaben der aktiven Versicherten per 31.12	9'713'399.80	5'401'819.00
b. Verzinsung		
Zinssatz auf Altersguthaben	3.5%	10%

Der Ertrag des KZP besteht aus einer Rückerstattung des Überschusses aus Risikobeiträgen und Kosten, nach Rückstellungen für Risikoschwankungen bei Tod und Invalidität, abzüglich Verwaltungs- und IT-Kosten.

V.3. Entwicklung des Deckungskapitals der aktiven Versicherten im Leistungsprimat

Pensions-Plan

	2016	2015
Freizügigkeitsleistungen (FZL) zu Beginn des Geschäftsjahres	2'538'166'061	2'466'407'946
Veränderung während des Geschäftsjahres:		
+ Zunahme der FZL der während des ganzen Jahres anwesenden Versicherten	248'802'437	243'695'753
+ Zunahme der FZL der im Laufe des Jahres neu eingetretenen Versicherten	57'956'245	51'267'535
- Abnahme der FZL der im Laufe des Jahres ausgetretenen Versicherten	- 227'698'129	- 223'205'173
+ Zunahme der FZL nach versicherungstechnischer Anpassung		
<i>Total der jährlichen Veränderung</i>	79'060'553	71'758'115
Freizügigkeitsleistungen am Ende des Geschäftsjahres	2'617'226'615	2'538'166'061

V.4. Entwicklung und Verzinsung der Schattenrechnung nach BVG der aktiven Versicherten im Pensionsplan

a. Entwicklung	31.12.2016	31.12.2015	Veränderung
Altersguthaben der aktiven Versicherten	1'217'492'021	1'176'660'363	3.47%
c. Gesetzliche Mindestverzinsung			
Zinssatz auf Altersguthaben	1.25%	1.75%	-0.5%

V.5. Zusammensetzung, Entwicklung und Erläuterung der technischen Rückstellungen

Für die Passiven versicherungstechnischer Natur in der Bilanz hat die Kasse ein Reglement erstellt. Dieses Dokument wurde vom anerkannten Sachverständigen geprüft und der Aufsichtsbehörde zur Kenntnis gebracht.

	31.12.2016	31.12.2015	Veränderungen
Rückstellung für Langlebigkeit der aktiven Versicherten	26'172'266	0	+ 26'172'266
Rückstellung für Langlebigkeit der Begünstigten	50'349'866	28'864'108	+ 21'485'758
Rückstellung für Risikoschwankungen im KZP	1'400'000	0	+ 1'400'000
Total der technischen Rückstellungen	77'922'132	28'864'108	+ 49'058'024

Seit dem 31. Dezember 2016 ist ein neues Reglement für die versicherungstechnischen Verbindlichkeiten in Kraft. Die Berechnung der Rückstellungen für Langlebigkeit ist an die spezifischen Merkmale der Kasse angepasst und die Schwankungsreserve des Kader-Zusatzplans ist festgelegt worden. Insgesamt sind die technischen Rückstellungen daher um rund CHF 50 Mio. gestiegen, was das Nettoergebnis des Versicherungsgeschäfts und somit das Endergebnis der Jahresrechnung deutlich beeinflusst.

Rückstellung für Langlebigkeit

Die Rückstellung für Langlebigkeit soll den künftigen Anstieg der Lebenserwartung berücksichtigen. Sie wird zur schrittweisen Finanzierung der Erhöhung des Pensionsvermögens aufgrund von Veränderungen in den versicherungstechnischen Tabellen verwendet. Sie setzt sich einerseits aus dem Vorsorgekapital der aktiven Versicherten und andererseits aus dem Vorsorgekapital der Begünstigten zusammen. Im früheren Reglement wurde diese nur aus dem Teil der Begünstigten gebildet.

Rückstellung für Risikoschwankungen bei Tod und Invalidität im Kader-Zusatzplan

Bezogen auf die Grösse der Belegschaft soll diese Rückstellung das Schwankungsrisiko für die Kosten bei Tod und Invalidität im Kader-Zusatzplan tragen helfen.

V.6. Entwicklung des Vorsorgekapitals der Begünstigten

Pensionsplan

	Vorsorgekapital		Veränderung			
	2016	2015	2016/2015	2015/2014	2016/2015	2015/2014
	CHF	CHF	CHF	CHF	%	%
Rentner	2'205'251'608	2'089'247'163	116'004'445	118'128'762	+ 5.55	+ 5.99
Invalide	118'837'090	122'167'125	-3'330'035	-8'544'398	- 2.73	- 6.54
Ehegatten	183'577'882	184'075'571	-497'689	1'770'455	-0.27	+ 0.97
Waisen	3'941'202	3'767'102	174'100	-654'303	+4.62	-14.8
Alters-Kinderrente	1'122'798	744'295	378'503	41'062	+50.85	+ 5.84
IV-Kinderrente	396'773	303'915	92'858	147'984	+30.55	+94.9
Total	2'513'127'353	2'400'305'171	112'822'182	110'889'562	+ 4.70	+ 4.84

BVG-Plan

	Vorsorgekapital		Veränderung			
	2016 CHF	2015 CHF	2016/2015 CHF	2015/2014 CHF	2016/2015 %	2015/2014 %
Rentner	5'858'677	5'962'167	-103'490	-96'787	-1.74	-1.59
Invalide	3'144'695	3'060'655	84'040	-218'292	+2.75	-6.65
Ehegatten	823'303	829'699	-6'396	-27'256	-0.77	-3.18
Waisen	7'065	32'207	-25'142	-7'573	-78.06	-19.03
Alters-Kinderrente	4'762	0	4'762	-552	+100	-100
IV-Kinderrente	149'871	145'966	3'905	-6'072	+2.68	-3.99
Total	9'988'373	10'030'694	-42'321	-356'532	-0.42	-3.43

V.7. Ergebnisse des letzten versicherungstechnischen Gutachtens

Das letzte Gutachten wurde anhand der Zahlen vom 31. Dezember 2014 erstellt. Die Ergebnisse wurden im Jahresbericht 2015 vorgestellt und werden hier erneut dargelegt:

- > *Rechtliche und regulatorische Bestimmungen*
Die reglementarischen versicherungstechnischen Bestimmungen über die Leistungen und die Finanzierung entsprechen den gesetzlichen Vorschriften.
- > *Versicherungstechnische Grundlagen*
Die Kasse wendet die Tabellen VZ 2010 (P2012) mit einem technischen Zinssatz von 3.25% an. Wir empfehlen den technischen Zinssatz auf wenigstens 2.75% zu senken. Den Auswirkungen dieser Senkung auf die langfristige finanzielle Stabilität sollte umfassend Rechnung getragen werden.
- > *Deckungsgrad, Rückstellungen und WSR*
Die versicherungstechnische und finanzielle Lage der Kasse gilt am 31. Dezember 2014 mit einem gesetzlichen Deckungsgrad von 75.1%, einem allgemeinen Deckungsgrad von 71.8% und einem Deckungsgrad der Aktiven von 45.4% als zufriedenstellend; demnach sind, zu diesem Zeitpunkt, die bundesrechtlichen Vorschriften in Bezug auf die Finanzierung der öffentlich-rechtlichen Institutionen und der Finanzierungsplan von März 2015 eingehalten. Die Rückstellungen sind im Umfang ihres Zielwerts gebildet worden. Die Wertschwankungsreserve erfüllt ihr Ziel nicht (44%), die Risikofähigkeit der Kasse ist zum Zeitpunkt des Gutachtens begrenzt.
- > *Auswirkungen einer Änderung der Grundlagen, technischer Zinssatz*
In Anwendung der Tabellen VZ 2010 (P2012) mit einem technischen Zinssatz von 2.75% beläuft sich der Deckungsgrad auf 70.2%. Die Senkung dieses Zinssatzes von 3.25% auf 2.75% entspricht unmittelbaren Kosten von CHF 329.9 Mio., die durch die Überarbeitung der Summe aufgewerteten versicherten Löhne auf CHF 120 Mio. reduziert werden kann.
- > *Laufende Finanzierung*
Die reglementarischen Leistungen sind in Anbetracht unserer Empfehlung den technischen Zinssatz zu senken, unter Berücksichtigung der derzeitigen Finanzierung und im Hinblick auf die Rekapitalisierung von 80% per 1. Januar 2052 nicht garantiert.

Mit einem technischen Zinssatz von 2.75%, liegt der Beitragsbedarf bei 28.9% und entspricht somit einer Erhöhung von 3 Prozentpunkten gegenüber dem aktuellen Beitragssatz mit einem Ertrag von 3.25%. Wenn ein Beitragssatz von 25.9% beibehalten wird, beläuft sich der Ertragsbedarf auf 3.9%.

Wir empfehlen der Kasse eine Studie durchzuführen, um den erzielbaren Ertrag im Hinblick auf die Risikofähigkeit der Kasse und der notwendigen Steuerungsebene beurteilen und den technischen Zinssatz von 2.75%, den wir empfehlen, bestätigen zu können, um anschliessend Massnahmen in Bezug auf den Vorsorgeplan zu ergreifen, damit die Kasse in der Lage ist, den anvisierten Deckungsgrad von 80% per 1. Januar 2052 zu erreichen.

In Anbetracht obiger Erkenntnisse hat die Kasse eine Arbeitsgruppe ins Leben gerufen, um alle denkbaren Möglichkeiten zu analysieren. Diese Arbeitsgruppe hat sich bereits mehrmals getroffen und zahlreiche Vorarbeiten geleistet.

V.8. Techn. Grundlagen und weitere versicherungstechnisch relevante Annahmen

Die Deckungskapitalien wurden aufgrund der versicherungstechnischen Tabelle VZ 2010 (P 2012) bestimmt. Der technische Zinssatz der Kasse beträgt 3.25%.

V.9. Deckungsgrad nach Art. 44 BVV 2 und Garantie des Staates Freiburg

Der Deckungsgrad und der Betrag der Staatsgarantie, welche die kapitalisierte technische Unterdeckung garantieren, sind folgende:

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Netto-Vermögen (Aktiven der Kasse abzüglich der kurzfristigen Verbindlichkeiten) (VV)	3'836'845'721	3'697'712'183
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen (VK)	<u>-5'234'921'406</u>	<u>-4'988'482'007</u>
Staatsgarantie (Garantie = VV - VK)	-1'398'075'685	-1'290'769'824
Deckungsgrad (DG = VV / VK)	73.3%	74.1%

Ende 2016 bzw. am 1. Januar 2017 liegt der Deckungsgrad der Kasse unterhalb ihres Finanzierungsplans und dem vom anerkannten Sachverständigen vorgegebenen Wachstumspfad. Damit erfüllt die Kasse die regulatorischen Anforderungen für ihren Finanzierungsplan und den vom anerkannten Sachverständigen vorgegebenen Wachstumspfad nicht mehr. Am 1. Januar 2017 zeigte der Wachstumspfad an, dass die Kasse bei einem Mindestdeckungsgrad von 74.3% liegen sollte, während sich der gesetzliche Deckungsgrad zu diesem Zeitpunkt auf 73.3% belief.

Das Finanzsystem des Pensionsplans, das vom Finanzierungsplan abhängig ist, welcher am 6. März 2015 der Aufsichtsbehörde vorgelegt wurde, ist am 1. Januar 2017 nicht mehr eingehalten worden. Allerdings ist die Höhe des Anfangsdeckungsgrads (66.9% für den Gesamtdeckungsgrad) und eine vollständige Deckung des Rentendeckungskapitals im Sinne

von Artikel 72 BVG zu diesem Zeitpunkt garantiert, was bedeutet, dass die Kasse rechtlich nicht verpflichtet ist, Massnahmen gemäss den Artikeln 65c – 65e BVG einzuleiten.

In Anbetracht der Situation Ende 2016 kann keine Wertschwankungsreserve gebildet werden. Die Wertschwankungsreserve wird in der Tat erst dann gebildet, wenn nach Abzug des Netto-Vorsorgevermögens der effektive Gesamtdeckungsgrad und der effektive Deckungsgrad der Vorsorgekapitalien der aktiven Versicherten den Finanzierungsplan des Pensionsplans weiterhin erfüllen. Da der Finanzierungsplan Ende 2016 nicht mehr eingehalten wird, wurde diese Reserve vollständig aufgelöst.

In Bezug auf den Leistungsplan müssen möglichst rasch Korrekturmassnahmen an die Hand genommen werden, damit der verabschiedete Finanzierungsplan, sobald machbar, wieder erfüllt werden kann. Angesichts der Tatsache, dass Buchstabe c der Übergangsbestimmungen zur BVG-Änderung vom 17. Dezember 2010 vorsieht, dass die Kasse im Verlauf des Jahres 2017 einen Finanzierungsplan vorlegen muss, um den Mindestdeckungsgrad gemäss Artikel 72a Abs. 1 Bst. c im Jahr 2052 erreichen zu können, und die Kasse bereits im Jahr 2016 einen Revisionsprozess seiner Grundlagen (Renditeerwartung, technischer Zins und Leistungsplan) begonnen und bis heute weitergeführt hat, werden die zu treffenden Massnahmen in den Revisionsprozess und den neuen Finanzierungsplan einfließen.

V.10. Finanzierungsweg

Im Rahmen der Bundesvorschriften in Bezug auf die Finanzierung von öffentlich-rechtlichen Pensionskassen mit Teilkapitalisierung, die unter anderem einen Deckungsgrad von 80% bis zum Jahr 2052 vorsehen, war die Kasse verpflichtet, der Aufsichtsbehörde einen Finanzierungsplan für den Pensionsplan vorzulegen, der es erlaubt, dieses Ziel zu erreichen und dabei die volle Deckung der Verpflichtungen gegenüber den Rentenberechtigten gewährleistet. Der Pensionskassenexperte hat der BBSA einen Finanzierungsweg zur Genehmigung unterbreitet, der die Beitragserhöhung berücksichtigt, die vom Grossen Rat im November 2014 verabschiedet worden ist, sowie die Senkung des technischen Zinssatzes auf 3.25%. Auf Basis des vorgeschlagenen Weges, beläuft sich der Gesamtdeckungsgrad des Pensionsplans am 1. Januar 2017 auf 74.3%. Die Differenz zwischen dem tatsächlichen und dem im Finanzierungsplan festgelegten Deckungsgrad ist in vollem Umfang für die Wertschwankungsreserve (nachfolgend: WSR) vorgesehen. Da der tatsächliche Deckungsgrad per 31. Dezember 2016 niedriger ist als der im Finanzierungsplan festgelegte Deckungsgrad, wurde die WSR vollständig aufgelöst.

VI. Erläuterungen zur Vermögensanlage und zum Netto-Ergebnis aus Vermögensanlage

In Bezug auf die Vermögensanlagen hat der Vorstand folgende Aufgaben:

- > er erlässt die Anlagerichtlinien und die entsprechenden Anhänge, einschliesslich derjenigen in Bezug auf strategische Zuteilungen;
- > er erlässt die Richtlinien zur Ausübung des Stimmrechts;
- > er beschliesst den Abschluss, die Änderung und Beendigung der Mandate mit Finanzpartnern;
- > er entscheidet über einen Systemwechsel bei den strategischen Zuteilungen in Übereinstimmung mit Artikel 6.

Die Anlagekommission nimmt die ihr zugewiesenen Aufgaben im Rahmen der Umsetzung

und Überwachung der Anlagestrategie gemäss Anlagereglement der Kasse wahr. Ihr fallen insbesondere folgende Pflichten zu:

- > Umsetzung und Überwachung der Anlagerichtlinien;
- > Umsetzung und Überwachung der Rechnungslegungsrichtlinien, vorbehaltlich der Befugnisse der Immobilienkommission;
- > Umsetzung und Überwachung der Richtlinien zur Ausübung des Stimmrechts;
- > sie nimmt Investitionen vor und überwacht diese;
- > sie überwacht die ordnungsgemässe Durchführung von Verwaltungsmandaten, welche die Kasse Dritten anvertraut hat;
- > sie kontrolliert, dass die bestehenden Werte des Kassenvermögens in den Konten der Kasse vollständig enthalten sind, gegebenenfalls unter Mitwirkung der Immobilienkommission.

VI.1. Organisation der Anlagetätigkeit, Anlagereglement

Die Finanzanlagen wurden folgenden Einrichtungen anvertraut:

- > Freiburger Kantonalbank – Verwaltungsmandate für Aktien Schweiz, Obligationen Schweiz und Obligationen Ausland;
- > Crédit Suisse S.A. in Freiburg – Verwaltungsmandat für Aktien Schweiz und Aktien Ausland;
- > UBS S.A. in Freiburg – Verwaltungsmandat für Aktien Schweiz und Europa sowie Obligationen Ausland;
- > IAM S.A. in Genf – Verwaltungsmandat Aktien Schweiz;
- > Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. in Freiburg – Verwaltungsmandat für ein gemischtes Wertschriftenportefeuille sowie ein Aktienportefeuille;
- > Lombard Odier Asset Management S.A. in Genf – Verwaltungsmandat für Obligationen Ausland;
- > Pictet & Cie S.A. in Genf – Mandat für die Verwaltung von Obligationen und Anlagefonds Obligationen Ausland.

Alle diese Unternehmen sind von der FINMA zugelassen.

Die Liegenschaften der Kasse werden von folgenden Liegenschaftsverwaltungen bewirtschaftet:

- > Régie de Fribourg S.A., in Freiburg;
- > Gerama S.A., in Freiburg;
- > Weck Aeby & Cie S.A. in Freiburg;
- > Régie Châtel S.A., in Châtel-St-Denis;
- > Gérance Immobilière de la Broye S.A., in Estavayer-le-Lac;
- > Gendre & Emonet Gérance et Fiduciaire S.A., in Montreux;
- > Burriplus Immobilien Treuhand, in Bern.

VI.2. Inanspruchnahme der Erweiterung mit Ergebnis des Ertrags (Art. 50, Abs. 4 BVV 2)

Die Kasse hat nach Massgabe von Art. 49a und 50 BVV2 ein Anlagereglement erlassen. Dieses sieht Erweiterungen zu Investitionsmöglichkeiten gemäss Art. 53 - 56a Abs. 1 und 5 sowie Art. 57 Abs. 2 und 3 BVV2 vor.

Die Analysen der Kasse mit Hilfe von verschiedenen externen Experten haben schlüssig aufgezeigt, dass die Verteilung der Vermögenswerte im Einklang mit den Zielen der Kasse war.

Der Vorstand hat die Grenze für Immobilienanlagen auf 41% festgelegt anstatt 30% wie in Artikel 55 der BVV2 vorgesehen. Angesichts des Vermögens der Kasse und der stattlichen Anzahl von Liegenschaften, die sie besitzt, kann man von einer echten Diversifizierung ihrer Immobilienanlagen sprechen. Diese Überschreitung erhöht das Risikoprofil der Kasse nicht.

VI.3. Zielgrösse der Wertschwankungsreserve

Nach Art. 72a BVG kann die Kasse als öffentlich-rechtliche Körperschaft vom Prinzip der Bilanzierung in geschlossener Kasse abweichen. Aufgrund von Art. 48e BVV2 und unter Berücksichtigung der angewandten Anlagestrategie der Kasse zum Erstellungszeitpunkt der Bilanz, beläuft sich die notwendige Wertschwankungsreserve mit einer statistischen Genauigkeit von 95% auf CHF 365.7 Mio. Diese Berechnung schliesst die gesamten Investitionen, die tatsächliche Zuteilungen, die Korrelation zwischen den verschiedenen Anlagekategorien sowie das Erfolgsziel der Kasse ein.

Die berechnete Höhe der Reserve geht von einem verfügbaren Mindestbetrag über einen Zeitraum von einem Jahr aus, um einen Rückgang am Markt zu absorbieren, was etwa 7 Deckungsgradpunkten entspricht. Es ist wichtig zu wissen, dass der Vorstand der Kasse das Problem der Mindesthöhe der notwendigen Reserve vor allem auch im Hinblick auf den feststehenden technischen Zinssatz bei der Zuteilung der Anlageinstrumente im Rahmen der Anlagestrategie analysiert.

Grenzen des Modells

Die Berechnung der notwendigen Reserven basiert auf der Annahme von Anlageerträgen, die im Normalfall erzielt werden. Empirische Studien zeigen, dass Finanzanlagen von der Normalverteilung abweichen können. Auf der einen Seite kommen Extremereignisse tendenziell häufiger vor, als die Normalverteilung vorsieht. Auf der anderen Seite sind die Erträge auf bestimmten Vermögenswerten asymmetrisch. Daher kann die unter der Normalitätsannahme vorgeschlagene Zielgrösse der Wertschwankungsreserve mehr oder weniger von der wirtschaftlichen Realität abweichen.

VI.4. Begrenzungen der strategischen Vermögensanlage

BEGRENZUNGEN DER ANLAGEN NACH BVV2				
Vermögen am 31.12.2016: CHF 3'853.3 Mio				
BVV2	Rubriken	Begrenzung %	Begrenzung Mios CHF	Überschreitung
Individuelle Begrenzungen				
54	Forderungen pro Schuldner +Barmittel +Termingelder +Obligationen	10% pro Schuldner	385.30	Keine Überschreitung
54a	Aktien Schweiz und Ausland	5% pro Beteiligung	192.65	Keine Überschreitung
54b/1	Immobilien Schweiz und Ausland	5% pro Objekt	192.65	Keine Überschreitung
Begrenzungen nach Kategorie				
54b/2	auf Immobilien erhaltene Vorschüsse	30% des Verkehrswerts pro Objekt		Keine Rubrik in der Bilanz
55	Grundpfandtitel und Pfandbriefe	50% im Max. 80% des Verkehrswerts sämtlicher Objekte		Keine Rubrik in der Bilanz
55b	Aktien Schweiz und Ausland	50%	1'926.50	Keine Überschreitung
55c	Immobilien in der Schweiz und im Ausland	30% wovon max. 1/3 im Ausland	1'155.90	84.49
55d	Alternative Anlagen	15%	577.95	Keine Überschreitung
55e	Fremdwährungen ohne Währungsabsicherung	30%	1'155.90	Keine Überschreitung
Anlagen beim Arbeitgeber				
57	Beteiligungen beim Arbeitgeber	5%		Keine Rubrik in der Bilanz
57	Immobilien mit einer Nutzung von mehr als 50% pro Arbeitgeber	5%	192.65	Keine Überschreitung

Begrenzungen der Anlagen SAA – Anlagestrategie – Strategic Asset Allocation

Anlagearten	Strategische Zuteilung in %	Taktische Margen		31.12.2016	
		Min %	Max %	Mio CHF	%
Barmittel	1	0.5	5	417	10.82
CHF		0.5	5	397	10.30
Andere		0	5	20	0.51
Obligationen in CHF	22	13	45	109	2.83
enthält die Position					
Forderungen in der Bilanz					
Darlehen Arbeitgeber		0	25	0	
Darlehen Versicherungen		0	5	0	
Darlehen Banken		0	5	0	
Darlehen Gemeinden		0	5	2	0.05
Obligationen Ausland	8	3	15	472	12.25
Wandelanleihen		0	10	38	0.99
Aktien Schweiz	15	10	22	611	15.86
Aktien Ausland	15	10	22	723	18.76
Immobilien	36	25	41	1'240	32.18
unverbriefte		25	41	1'240	32.18
verbriefte		0	3	0	0.00
Alternative Anlagen	3	0	15	243	6.31
Hedge Funds		0	10	64	1.66
Private Equity		0	10	14	0.36
Rohstoffe		0	10	36	0.93
Andere		0	10	129	3.36
TOTAL	100			3'853	100.00
einschliesslich: Fremdwährungen ohne Währungsabsicherung					
	27	0	30	397	10.30

Überschreitungen der Anlagestrategie bestehen auf folgenden Positionen:

Flüssige Mittel 10.82% vs 5% am oberen Rand der taktischen Marge;
Obligationen CHF 2.83% vs 13% am unteren Rand der taktischen Marge;

Die oben genannten Überschreitungen haben keine negativen Auswirkungen auf das Risikoprofil der Kasse.

VI.5. Laufende (offene) derivative Finanzinstrumente

Die Kasse hat folgende offene derivative Instrumente per 31 Dezember 2016:

Datum der Verpflichtung	Datum der Auflösung	Verkauf		Kauf		Gegenwert in CHF am 31.12.16	Ergebnis in CHF am 31.12.16
		Währungs- code	Betrag	Devisen- code	Betrag		
15.09.2016	13.01.2017	USD	50'000'000	CHF	48'436'500	50'782'935	-2'346'435
28.09.2016	06.01.2017	EUR	250'000'000	CHF	272'000'000	268'013'900	3'986'100
03.11.2016	06.01.2017	CHF	107'781'000	EUR	100'000'000	-107'205'560	-575'440
03.11.2016	13.01.2017	USD	400'000'000	CHF	387'130'000	406'263'479	-19'133'479
06.12.2016	06.01.2017	EUR	100'000'000	CHF	108'284'000	107'205'560	1'078'440
07.12.2016	13.01.2017	CHF	100'746'500	USD	100'000'000	-101'565'870	819'370
Total am 31.12.16						623'494'444	-16'171'444

Das negative Ergebnis mit einem Minus von rund CHF 16 Mio. widerspiegelt die noch offenen Positionen am 31. Dezember 2016. Diese Verluste sind in dem Sinne Buchverluste, als sich die Devisenmärkte ständig weiterentwickeln und die aktuelle Position zum Zeitpunkt der Erstellung dieses Berichts ein positives Zwischenrechnungsergebnis ausweist.

VI.6. Marktwert und Vertragspartner der Wertpapiere unter Securities Lending

Die Kasse erlaubt kein «Securities Lending».

VI.7. Erläuterungen zum Netto-Ergebnis aus Vermögensanlage

VI.7.1. Verwaltungskosten der Finanzanlagen

<i>(in Tausend CHF)</i>	2016	2015
Wertschriftenverwaltungskosten	2'786	3'043
TER-Kosten	5'204	3'844
Beratungskosten	49	96
nicht erstattungsfähige Quellensteuern	26	24
Transaktionskosten und Stempelsteuer	697	585
Total	8'762	7'592

Es wird darauf hingewiesen, dass die TER-Kosten auf Basis des Kapitalverkehrs des Jahres und nicht auf den Werten per 31. Dezember berechnet werden. Der Anstieg der Wertschriftenverwaltungskosten ist unter anderem auf die vom Vorstand beschlossene Erhöhung der Investitionen in Anlagefonds zurückzuführen, was insbesondere dazu beigetragen hat, die flüssigen Mittel erheblich zu reduzieren. Der Anstieg ist auch zum Teil auf Kosten im Zusammenhang mit Neuinvestitionen in alternative Anlagen zurückzuführen. Gemessen an allen Kapitalanlagen machen die Gesamtkosten aller Investitionen in Kollektivanlagen (vgl. nachfolgende Ziff. VI.7.2.) 0.22% aus, was mit dem Markt völlig im Einklang steht.

(in Tausend CHF)	Zinsen Dividenden	Realisierte Gewinne	Realisierte Verluste	nicht realisierte Gewinne	nicht realisierte Verluste	Kosten	Total 2016
Flüssige Mittel und Währungsanlagen	900	86	-940	5'097	-5'454	-4	-315
Terminwährungsgeschäft		10'717	-5'860	5'884	-22'055		-11'314
Obligationen Schweiz	710	35	-57	211	-367		532
Obligationen Ausland	10'254	1'253	-865	10'511	-10'145		11'008
Aktien Schweiz	12'470	810	-9'809	14'589	-35'514		-17'454
Aktien Ausland	8'319	19'342	-9'309	48'557	-964		65'945
Immobilienanlagefonds	1'280			8'251	-263		9'268
Alternative Anlagen	2'515	3'380	-16	5'016	-5'000		5'895
Beteiligungen	350			392			742
Verwaltungskosten der Finanzanlagen						-8'762	-8'762
Netto-Ergebnis der Finanzanlagen	36'798	35'623	-26'856	98'508	-79'762	-8'766	55'545
	Miete	Realisierte Gewinne	Realisierte Verluste	Wert- bereinigung	Verwaltungs- kosten		
Liegenschaften	62'381			-18'247	-13'030*		31'104
Netto-Ergebnis der Anlagen							86'649

* Im Liegenschaftsergebnis der Betriebsrechnung dargestellt.

VI.7.2. Verwaltungskosten für Kollektivanlagen

Bewertung der Kostentransparenz (in Tausend CHF)	Betrag	Verhältnis
Total transparente Anlagen	3'839'442	99.7%
Total nicht-transparente Kollektivanlagen	12'298	0.3%
Gesamtanlagen	3'851'740	100.0%

Die Kostentransparenz liegt bei 99.56%

Verwaltungskosten der zugeordneten Vermögenswerte (in Tausend CHF)	Betrag	Verhältnis*
Direkt in der Betriebsrechnung erfasste Vermögensverwaltungskosten	3'558	0.09%
Anlagekostenindikator der Kollektivanlagen mit Kostentransparenz	5'204	0.13%
Gesamte Verw.-Kosten der zugeordneten Vermögenswerte in der Betriebsrechnung	8'762	0.22%

*in % der transparenten Anlagen

Kosten der transparenten Kollektivanlagen nach Anlagekategorien Anlagekategorie (in Tausend CHF)	
Obligationen Schweiz	8
Obligationen Ausland	846
Aktien Schweiz	191
Aktien Ausland	820
Immobilienanlagefonds	1'280
Alternative Anlagen	2'059
Total Kollektivanlagen	5'204

Liste der nicht-transparenten Kollektivanlagen bei Abschluss (in Tausend CHF)				
ISIN	Emittent	Beschreibung	Anzahl	Marktwert
Alternative Anlagen				
19106072	SG Issuer SA	3.75% Credit Linked Notes	1'000'000	1'034
31342498	Partners Group	Direct Infrastructure	2'701	2'704
25357666	Partners Group	Gobal Value	7'721	8'560
Total nicht-transparente Kollektivanlagen				12'298

VI.7.3. Anlageperformance

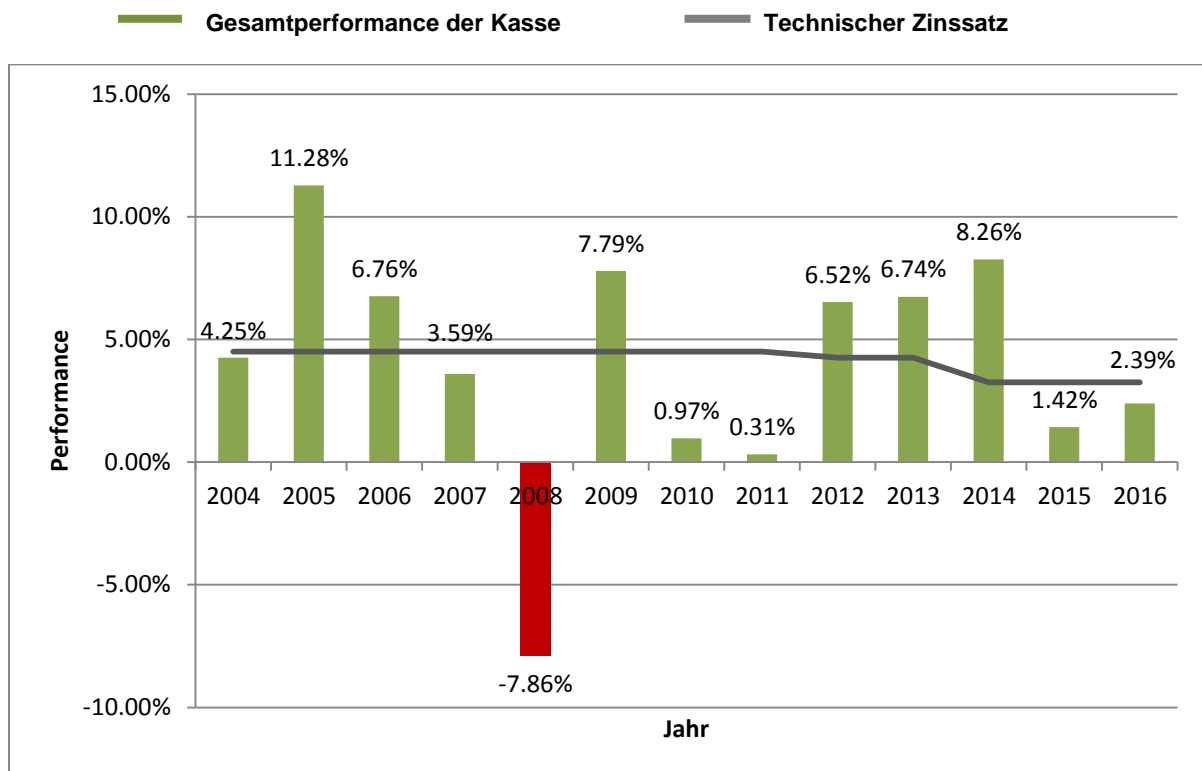
Die Netto-Performance der Gesamtanlagen der Kasse für das Jahr 2016 setzt sich wie folgt zusammen:

Anlagekategorien	Performance	
	2016	2015
Flüssige Mittel und Festgelder (CHF + Fremdwährungen)	-3.59%	-2.04%
Darlehen	-	0.56%
Obligationen Schweiz	2.15%	-0.54%
Obligationen Ausland	1.66%	-6.61%
Aktien Schweiz	-2.33%	3.72%
Aktien Ausland	10.11%	-0.03%
Immobilienanlagefonds Schweiz	6.05%	5.89%
Immobilienanlagefonds Ausland	1.30%	-
Beteiligungen	39.82%	7.99%
Alternative Anlagen	2.15%	2.81%
Total der Finanzanlagen	2.12%	0.03%
Liegenschaften	3.08%	5.06%
Total der Immobilienanlagen	3.08%	5.06%
Total aller Anlagen	2.39%	1.42%

Die negative Performance von 3.59% der flüssigen Mittel und Festgelder zeigt die tatsächlichen Verluste in Folge von Absicherungsgeschäften bei den Fremdwährungen. Dazu muss gesagt werden, dass diese Verluste durch eine Erhöhung in gleicher Grössenordnung bei den im Portfolio gehaltenen Fremdwährungstiteln wettgemacht werden.

Die Performance in Bezug auf die Beteiligungen bezieht sich ausschliesslich auf die Régie de Fribourg SA, die ihrem Anteilseigner eine höhere Dividende als im Vorjahr auszahlen konnte.

Entwicklung der Gesamtpformance der Kasse



Jahr	Gesamtpformance der Kasse	Technischer Zinssatz
2004	4.25%	4.50%
2005	11.28%	4.50%
2006	6.76%	4.50%
2007	3.59%	4.50%
2008	-7.86%	4.50%
2009	7.79%	4.50%
2010	0.97%	4.50%
2011	0.31%	4.50%
2012	6.52%	4.25%
2013	6.74%	4.25%
2014	8.26%	3.25%
2015	1.42%	3.25%
2016	2.39%	3.25%
Mittelwert	4.03%	4.17%

VI.8. Liegenschaften

VI.8.1. Allgemeine Anmerkungen

Am 31. Dezember 2016 war die Kasse Eigentümerin von 156 erstellten Liegenschaften mit insgesamt 7'458 Objekten bestehend aus 3'194 Wohnungen, 4'026 Garagen und Parkplätzen sowie 238 Geschäftslokalen.

VI.8.2. Wertentwicklung 2016 des Immobilienparks (in Tausend CHF)

Bezeichnung	erstellte Liegenschaften	Liegenschaften mit Erstvermietung	Bauland	im Bau befindliche Liegenschaften	Renovationen	TOTAL
Buchwerte per 1.1.2016	954'337	12'890	12'717	28'109	2'120	1'010'173
Bewegungen 2016						
• Erwerb / Bau / Renovationen	25'015		4'203	26'585	4'075	59'778
• Verkäufe 2016	25					-25
• Gruppenmutationen	4'974	29'376	-3'813	-25'563	-4'974	0
Anpassungen an den • Zeitwert per 31.12.2016	-19'377		1'130			-18'247
Zeitwert am 31.12.2016	964'924	42'266	14'237	29'131	1'221	1'051'679

Der durchschnittliche Kapitalisierungssatz der «erstellten Liegenschaften» beträgt 5.93% per 31. Dezember 2016, gegenüber 5.84% per 31. Dezember 2015.

Die obige Tabelle zeigt eine Anpassung an die aktuellen negativen Werte von etwa CHF 19 Mio. an. Diese Anpassung ergibt sich aus der *Richtlinie über die Bewertung und Grundsätze über die Verbuchung von Vermögenswerten*, die den Kapitalisierungssatz von gebauten Liegenschaften bestimmt. Dieser Satz wird derzeit neu bewertet, da er sich ursprünglich an den technischen Zinssatz der damaligen Zeit von 4.5% anlehnt. Da die neu erworbenen Liegenschaften nach den gleichen Regeln bewertet werden, ist deren Wert in der Bilanz tiefer als die effektiv bezahlten Preise, was eine Anpassungen nach unten von rund CHF 10 Mio. bewirkt.

VI.8.3. Liegenschaftsergebnis 2016 (in Tausend CHF)

Bezeichnung	erstellte Liegenschaften	Liegenschaften mit Erstvermietung	Bauland	im Bau befindliche Liegenschaften	TOTAL
Anpassung der Immobilienobjekte an den Zeitwert per 31.12.2016	-19'377	0	1'130		-18'247
Ergebnis aus Verkäufen					
Ergebnis Betriebsrechnung (inkl. allgemeine Erträge und Aufwendungen)	47'578	1'319	-79	533	49'351
Gesamtergebnis 2016	28'201	1'319	1'051	533	31'104
<u>Performances 2016</u>					
Gebaute Liegenschaften					2.92%
Gesamter Immobilienpark					3.08%
<u>Performances 2015</u>					
Gebaute Liegenschaften					5.16%
Gesamter Immobilienpark					5.06%

Die Jahresrendite 2016 wird auf Basis des Gesamtergebnisses des Immobilienparks im Verhältnis zum «Zeitwert» per 1. Januar 2016 ermittelt.

Die Leistungseinbusse ist vor allem auf folgende Umstände zurückzuführen: erstens wurden aufgrund des tiefen Referenzzinssatzes für Hypotheken Wohnungsmieten gesenkt; zweitens hat die Kasse zahlreiche Renovationen vorgenommen und konnte danach aus ersterem Grund die Mieten nicht nach oben anpassen. Die Renovationen und die Mieterwechsel haben dazu beigetragen, das Mietzinsniveau zu halten, jedoch ohne Möglichkeit, das investierte Kapital zu verzinsen, was dazu führt, dass der Ertrag sinkt.

Streng genommen und in Übereinstimmung mit obigem Punkt VI.8.2 ist die Leistungseinbusse vor allem auf die Bewertungsregel für den im Jahr 2016 erworbenen Immobilienpark zurückzuführen, wodurch dessen Bilanzwert um rund CHF 10 Mio. unter dem effektiv bezahlten Preis liegt.

Zum Gesamtergebnis von CHF 31.104 Mio. muss noch das Nettoergebnis der Immobilien-Anlagefonds von CHF 9.268 Mio. hinzugerechnet werden. Das Nettoergebnis der Immobilienanlagen, so wie in der Betriebsrechnung aufgeführt, beträgt folglich CHF 40.372 Mio.

VI.8.4. Weitere Informationen

Die Baukreditzinsen auf den im Bau befindlichen Liegenschaften sind im Liegenschaftsertrag der Betriebsrechnung enthalten und belaufen sich auf CHF 361'101.

Die Brandversicherungswerte der erstellten Liegenschaften betragen CHF 979'987'820.

Eingegangene Verpflichtungen für künftige Investitionen:

Bezeichnung	Währung	Ursprüngl. Verpflichtung	bereits investierter Betrag	Restbetrag	Wechselkurs	Restbetrag in CHF
Swiss Life REF (LUX) German Core Real Estate SCS	EUR	30'000'000	20'538'858	9'461'142	1.07235	10'145'656
Sarasin Sustainable Properties European Cities	EUR	15'000'000	-	15'000'000	1.07235	16'085'250
Partners Group Global Value 2014 SCA	EUR	15'000'000	7'933'599	7'066'401	1.07235	7'577'655
Partners Group Direct Infrastructure 2015 SCA	EUR	15'000'000	2'696'105	12'303'895	1.07235	13'194'082
Credit Suisse Multi-Manager Real Estate Global	CHF	37'000'000	16'650'000	20'350'000	1	20'350'000
SIRESO	CHF	9'818'475	2'331'096	7'487'379	1	7'487'379
TOTAL						74'840'022

Allgemeine Verwaltungskosten:

Seit diesem Jahr sind sämtliche Verwaltungskosten in der Position *Allgemeine Verwaltungskosten* enthalten (weswegen die Position um etwa CHF 375'000 zugenommen hat). Der Anstieg widerspiegelt nicht nur die Einstellung eines *Senior Investment-Controllers*, sondern auch in vollem Umfang die Löhne und Aufwendungen für die aktiven Mitarbeiter in der Immobiliengruppe. Gemäss den Zahlen der Buchhaltung belaufen sich die Verwaltungskosten pro versicherte Person (Aktive und Pensionierte zusammen) auf rund CHF 100, was sehr erfreulich ist, wohl wissend, dass die Kasse die Kosten für die Gesamtheit ihrer Aktivitäten selber trägt. Die vorerwähnten Kosten pro Dossier berücksichtigen – zusammengefasst – ausschliesslich Aufwendungen, die im Zusammenhang mit der Verwaltung der Vorsorgekonten der Versicherten anfallen.

VII. Erläuterung weiterer Positionen der Bilanz und der Betriebsrechnung

Angaben zu den Wertschriftenanteilen (Rubrik «Beteiligungen»)

Gesellschaft	Aktienkapital	Anteil	
		2016	2015
Régie de Fribourg SA, Freiburg	CHF 110'000	100.00%	100.00%
Capital Risque Fribourg SA, Freiburg	CHF 7'500'000	10.00%	10.00%

VIII. Auflagen der Aufsichtsbehörde

Die BBSA hat von der Jahresrechnung 2015 Kenntnis genommen und keine wesentlichen Anmerkungen dazu gemacht.

IX. Weitere Informationen zur finanziellen Lage

IX.1. Unterdeckung / Erläuterungen zu den getroffenen Massnahmen

Der Deckungsgrad wird nach den Vorschriften des BVG (Art. 44 BVV2) und seinen Ausführungsbestimmungen festgelegt. Er wird jeweils am 1. Januar auf der Grundlage des Vermögens per 31. Dezember des Vorjahres berechnet.

Als Vorsorgeeinrichtung einer öffentlich-rechtlichen Körperschaft kann die Kasse nach Art. 72a und 72c BVG vom Grundsatz der Bilanzierung in geschlossener Kasse abweichen (siehe Punkt V.9 für weitere Details).

IX.2. Laufende Rechtsverfahren

Keine laufenden Verfahren.

IX.3. Verpfändete Aktiven

Die unbelehnten Hypothekarschuldbriefe sind im Tresor der Kasse hinterlegt.

X. Ereignisse nach dem Bilanzstichtag

Keine.

Die Jahresrechnung 2016, d.h. der Geschäftsbericht, die Bilanz, die Betriebsrechnung und die Anhänge wurden vom Vorstand geprüft und am 16. März 2017 genehmigt.

Freiburg, 16. März 2017